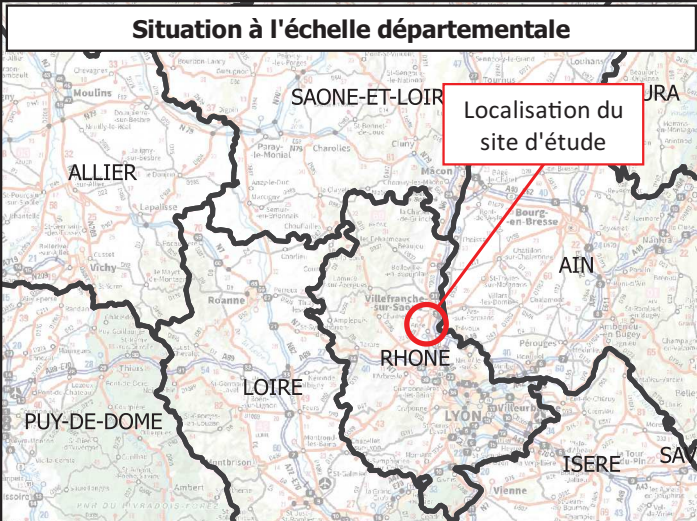
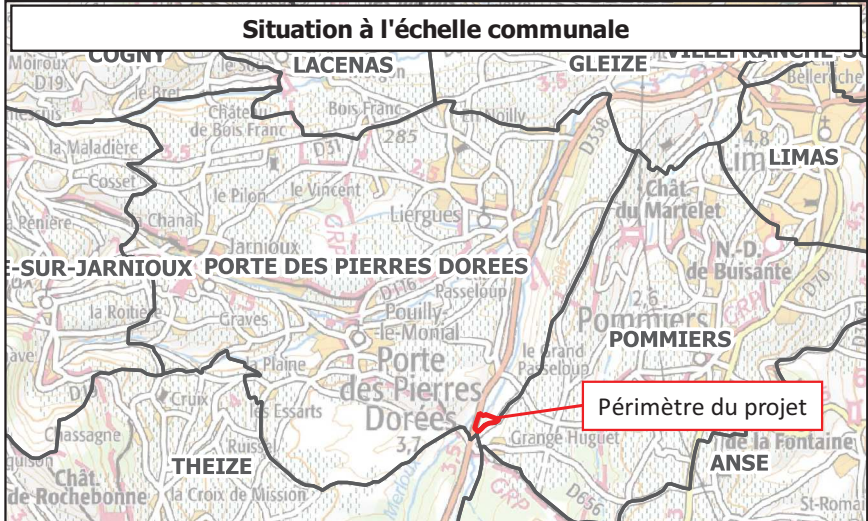


Situation à l'échelle départementale



Situation à l'échelle communale



Annexe 3 : Photographies de la zone d'implantation

Annexe 3 : Prises de vue de la zone d'implantation



Localisation des prises de vue

SITUATION DU PROJET DANS L'ENVIRONNEMENT PROCHE. Date des prises de vue : 14/12/2020

Photo 1 :



Photo 2 :



Photo 3 :



Photo 4 :



Photo 5 :



Photo 6 :



Photo 7 :



SITUATION DU PROJET DANS L'ENVIRONNEMENT LOINTAIN. Date des prises de vue : 14/12/2020

Photo A :



Photo B :



Photo C :



Annexe 4 : Plans du projet

Permis d'aménager validé en 2018
Plans haute définition du projet

Domaine des Communes
1277 Route des Crêtes
69480 ANSE
Tél 04 74 67 00 25 – Fax 04 74 67 00 71
contact@cc-pierresdorees.com



BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES VOIRIES ET RESEAUX DIVERS

70, Rue des chantiers du Beaujolais 69400 Limas

Tél 04 74 03 98 70 Fax 04 74 03 98 71 caladetudes@caladetudes.com

**Commune de Porte-des-Pierres-Dorées
Création d'une Zone d'activité au lieu dit
"Le Champs de Cruy"**

**DOSSIER DE
DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER**

MAI 2017

Visa du Maître d'Ouvrage	Visa de l'Autorité délivrant l'autorisation

**Commune de Porte-des-Pierres-Dorées
Création d'une Zone d'activité au lieudit
"Le Champs de Cruy"**

Liste des pièces

PA1 – Plans de situation

PA2 – Notice de présentation

PA3 – Plan de l'état actuel

PA4 – Plan de composition

PA4-1 - Plan d'aménagement.

PA4-2 - Plan des réseaux.

PA4-3 - Plan de cotations et d'annotations.

PA5 – Vues et coupes du projet

PA6 – Photographie - Environnement proche

PA7 – Photographie - Paysage lointain

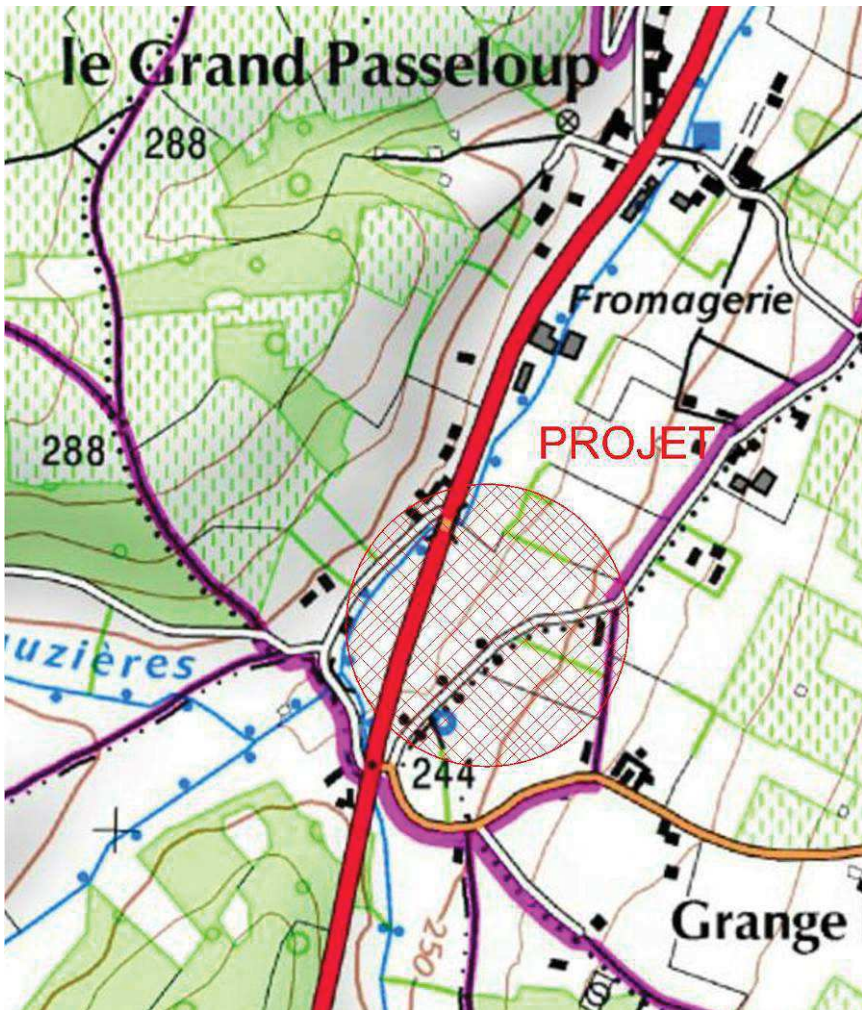
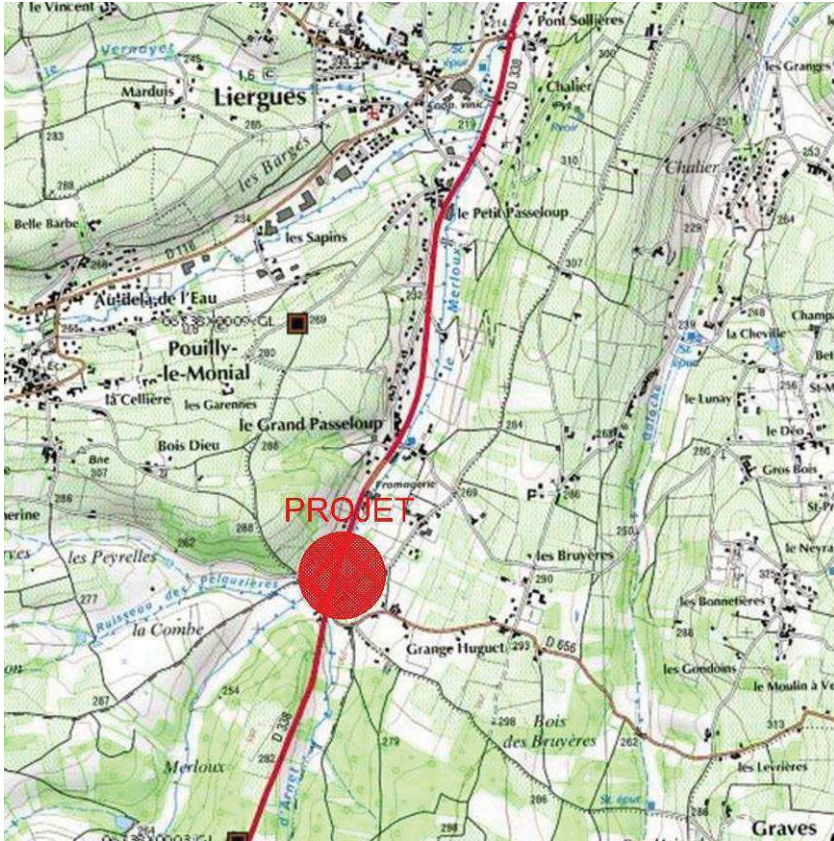
PA8 – Programme et plan des travaux

PA9 – Plan d'implantation hypothétique des futures constructions

PA10 – Règlement du lotissement

PA11 – Cahier des charges de cession

PA1 – PLAN DE SITUATION



PA2 – Notice de présentation

Le présent projet de création de zone d'activité se situe sur la **Commune de Porte-des-Pierres-Dorées** au lieu-dit "Le Champ de Cruy", au croisement de la RD 338 et de la RD 656.

Il est délimité par la RD 338 à l'Ouest, des prés au Nord, le chemin de Cruy et la limite communale avec Pommiers à l'Est et la limite communale avec Theizé au Sud.

Les parcelles concernées sont:

C423.- C424- C425- C461- C464

La superficie totale de la zone est de 19 558 m².

Différentes raisons incitent la Communauté à aménager ces terrains pour permettre l'implantation d'activités économiques :

- Nombreuses demandes d'implantations d'entreprises locales.

- L'attractivité de ces terrains de par leur facilité d'accessibilité : ils sont desservis par la RD 338.

Ainsi, pour permettre cette opération, le PLU définit cette zone comme AUx1.

ETAT INITIAL DU TERRAIN

Le terrain est occupé par des terrains agricoles

PRESENTATION DU PROJET

Le projet de la zone comporte 11 lots au maximum.

Le projet de VRD est décrit dans le programme des travaux et sur les plans joints.

La desserte

L'accès se fera par le chemin de Cruy qui sera élargi conformément à la réserve V6 du PLU établi à cet effet. Une voie de desserte intérieure en sens unique desservira les lots.

Cette voie sera aménagée pour desservir toutes les parcelles de la zone d'activités. La voirie sera bordée de trottoirs en enrobé noir et d'espaces verts.

La voie restera de compétence communautaire.

Des places de stationnement seront aménagées sur la voie.

Les réseaux

Le lotissement sera raccordé aux réseaux existants.

Un bassin de rétention sera construit afin contenir les pluies exceptionnelles.

L'intégration paysagère

L'aménagement paysager des parcelles correspondra au PLU, 10% minimum d'occupation avec des espèces locales et variées.

L'aménagement paysager public représente plus de 10% de la surface. Le long de la RD 338, la communauté de communes devra entretenir et conserver au maximum la végétation existante, voire boucher les "trous" afin d'avoir une continuité sans interruption de végétation, il s'agit de haies bocagères comme définies dans la charte du département du Rhône.

Dans les noues de la voie de desserte des plantations basses seront mises en place.

Les abords du bassin seront traités en pelouse.

Les servitudes

Une servitude d'utilité publique grève le terrain :

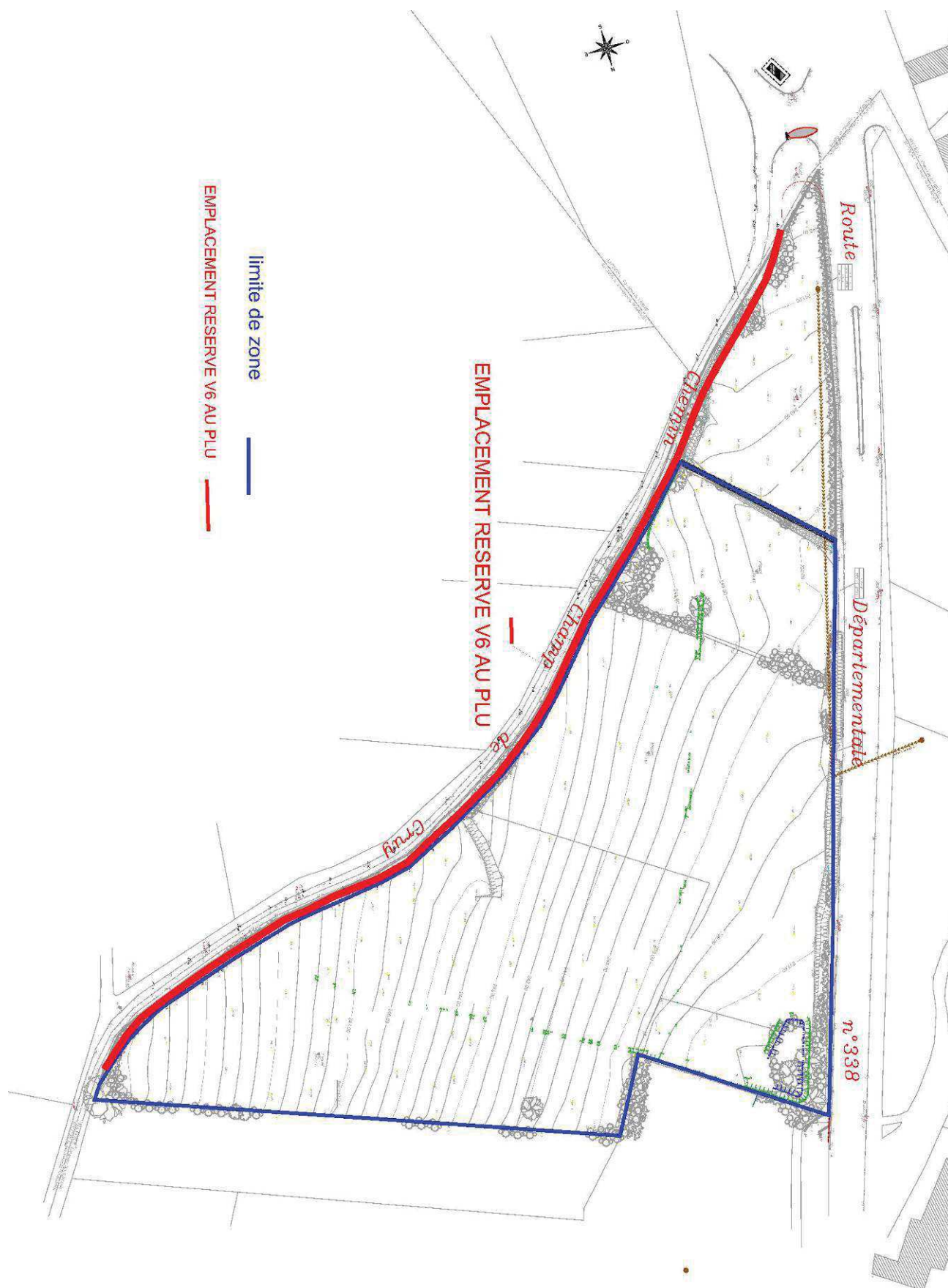
- Une canalisation de transport d'eaux usées existe sur le terrain et sera conservée.

Règlement et cahier des charges

Le règlement de la zone est celui du Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Ce règlement est complété par les prescriptions du cahier des charges, qui fixe les clauses contractuelles régissant les rapports entre l'aménageur et les acquéreurs des lots.

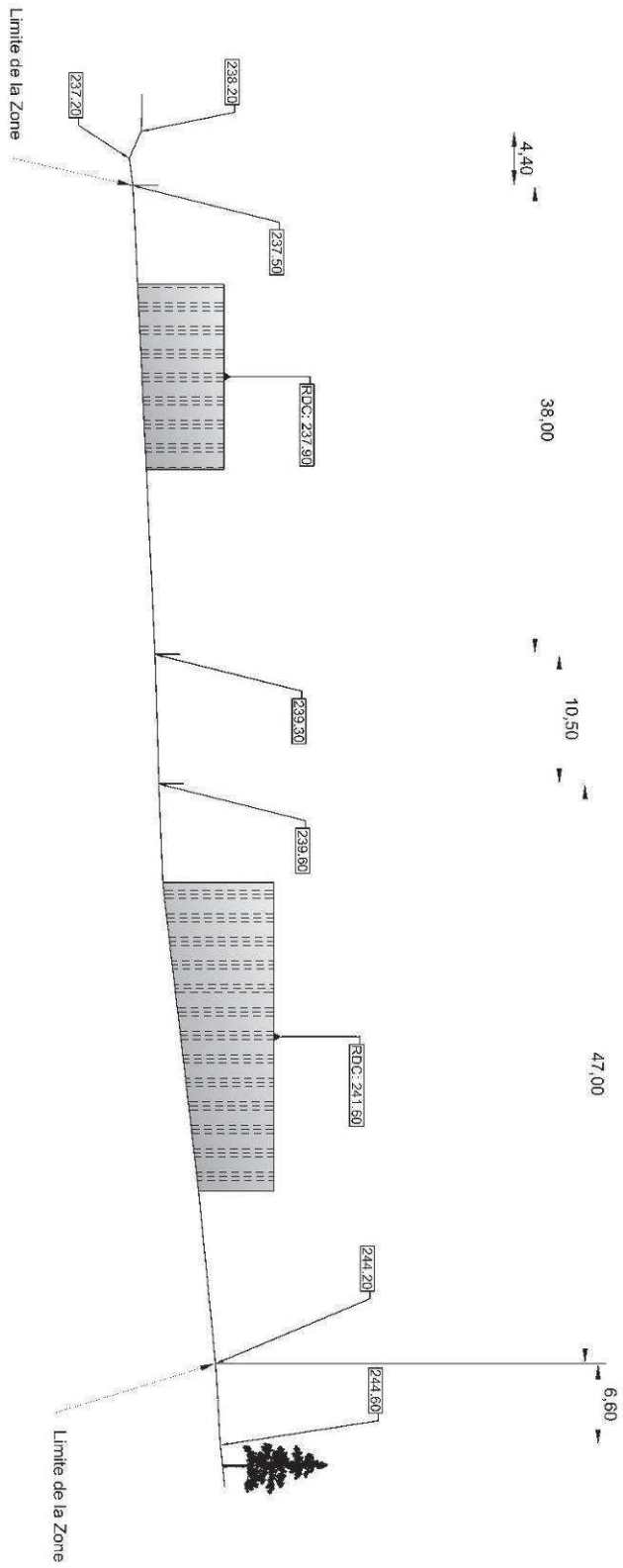
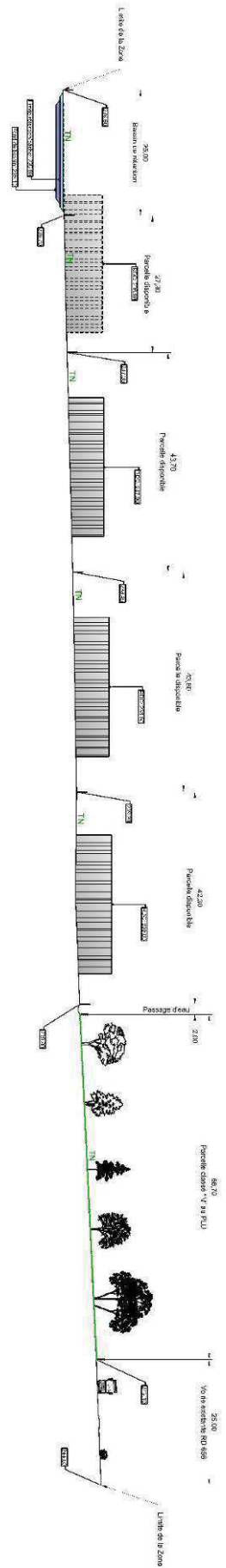
PA3 – Plan de l'état actuel



PA4 – Plan de composition



PA5 – Vues et coupes du projet



PA6 – Photographie - Environnement proche

Entrée de la zone par la RD 338



Vue de la zone côté Nord-Est Chemin de Cruy.



Vue de la RD 338.



PA6 – Photographie - Environnement proche

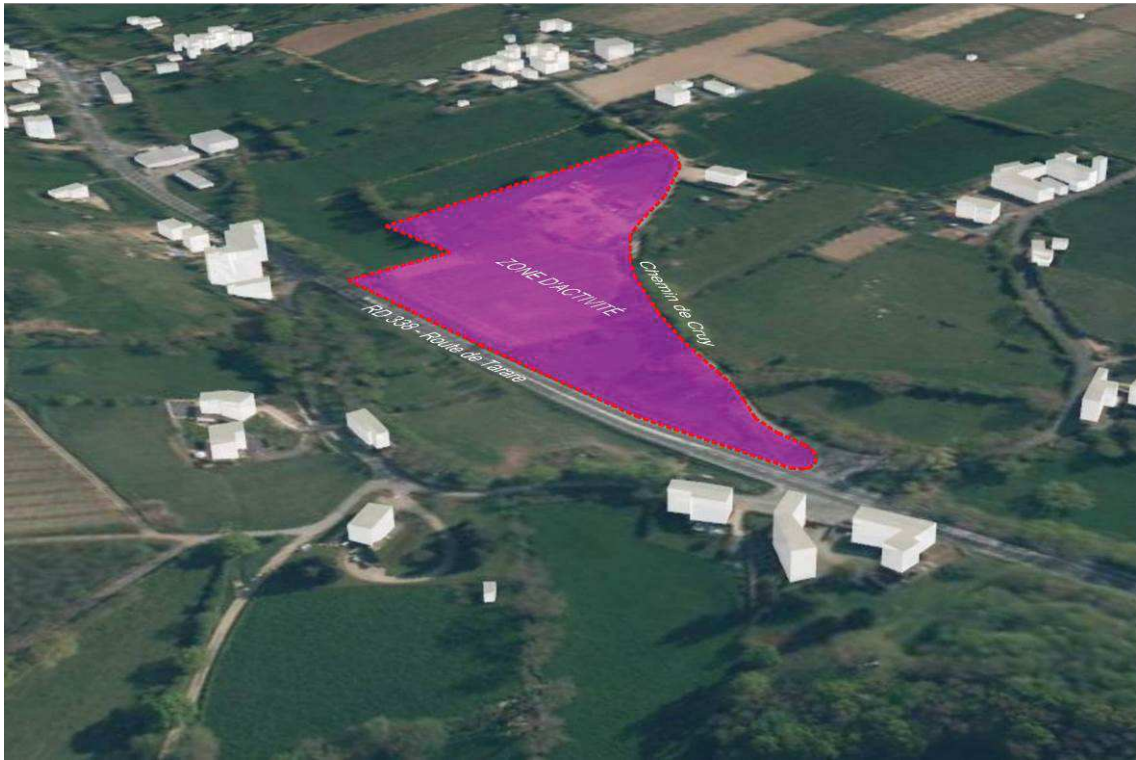
Vue de la zone côté Sud-Ouest.



Vue du Merloup après traversée de la RD 338.



PA7 – Photographie - Paysage lointain



PA8 – Programme et plan des travaux

I. Voirie

1. Voirie existante: Chemin de Cruy

Profil en long

Le profil en long général de la chaussée sera maintenu.

Profil en travers

La chaussée sera élargie.

La pente en travers du chemin existant sera modifiée afin d'avoir une pente en travers se déversant coté Est le long de la voie et coté zone (Ouest) aux deux entrées.

Structure de chaussée

La partie de la chaussée existante sera rabotée, réglée-compactée et revêtue avec un tapis d'enrobé noir (BB 0/14 ép. 6cm)

La partie de la chaussée projetée sera de structure de type chaussée moyenne:

- Géotextile.
- GNT 0/60 ép. 40cm.
- GNT 0/31.5 ép. 10cm.
- BB 0/14 ép. 6cm.

2. Voirie de desserte intérieure

Profil en long

Le profil en long suivra le terrain naturel.

Profil en travers

La pente en travers de la voie sera déversée coté Ouest.

Structure de chaussée

La chaussée projetée sera de structure de type chaussée moyenne:

- Géotextile.
- GNT 0/60 ép. 50cm.
- GNT 0/31.5 ép. 10cm.
- BB 0/14 ép. 6cm.

II. Assainissement

Généralités

Le concessionnaire des réseaux EP et EU sur le secteur a confirmé avoir un réseau séparatif le long de la RD 338 composés de canalisations 200 mm pour l'eau usée et d'un talweg le long de la RD-338 pour l'eau pluviales.

Concernant l'eau pluviale, un débit limité de rejet de 10 l/s/ha de surface à aménager est autorisé par la MISE, ce qui oblige à faire de la rétention.

Eaux usées.

Le réseau existant se trouve le long RD 338 à l'Est.

Les canalisations mises en place sous la nouvelle voie seront de Ø 200 en PVC série CR8.

Chaque parcelle pourra se raccorder dans un regard 60x60 avec tampon fonte hydraulique étanche situé en limite de propriété, vu l'altimétrie et les points de raccordement, les eaux usées pourront s'écouler gravitairement.

Eaux pluviales

Le réseau d'eau pluviale sera composé de noues/canalisations de diamètre allant de 300mm à 400mm. le réseau se rejettera dans un bassin de rétention, vu l'altimétrie et le point de raccordement, l'eau pluviale s'écoulera gravitairement.

Adduction eau potable

La zone concernée sera alimentée par une conduite Ø 80 qui sera située sous la voie projetée et qui se raccordera à la canalisation existante Ø 100 existante sous la RD338.

Un surpresseur avec réserve d'eau sera mise en place afin d'assurer les besoins en pression de la zone.

Chaque parcelle sera raccordée au réseau public par un branchement particulier de dimension à déterminer suivant les besoins des acquéreurs.

Défense incendie

La défense incendie sera assurée par une réserve de type "bâche" de 120m³, nous nous conformerons aux exigences particulières du service SDIS.

Alimentation Electrique

Réseau Moyenne Tension :

Un poste de transformation a été nouvellement implanté sur place, et devrait satisfaire les demandes des futures entreprises.

Réseau Basse tension :

A partir du poste Moyenne Tension implanté a proximité de la zone le réseau Basse Tension s'étoilerait en direction des futures parcelles.

Il n'est pas possible de figer les puissances nécessaires tant que les acquéreurs ne sont pas connus, une simulation de longueur de réseau et de puissance demandée a été faite pour estimer les coûts.

Alimentation Gaz

Actuellement, le gaz ne dessert pas la Zone.

Réseau Télécommunication, Télédistribution et Eclairage public

Le raccordement de la zone aux réseaux télécommunication se fera depuis la première partie via un réseau de 5xØ42/45

Le réseau éclairage public sera alimenté depuis l'existant créé sur la première partie de la zone.

Le cheminement des câbles se fera sous le trottoir de la future voie, dans des fourreaux reliés par des chambres de tirages.

Les mâts d'éclairage seront espacés tous les 30 à 35m et auront une hauteur de 10 m avec des lanternes de type routier Cosmowhite 90w.

Espaces Verts

- **Les nombreux talus** qui seront créés en raison du dénivelé du terrain pour adaptation des bâtiments seront aménagés et recouvert au maximum de vivaces rampants.

Une bande paysagère devra être plantée en bordure de la voie interne au lotissement ainsi qu'en bordure de la RD 656 et 338 en parallèle des clôtures à l'intérieure des propriétés.

Sur le domaine départemental le long de la RD 338, les végétaux existants seront conservés au maximum.

Dans les noues de la voie de desserte des plantations basses seront mises en place.

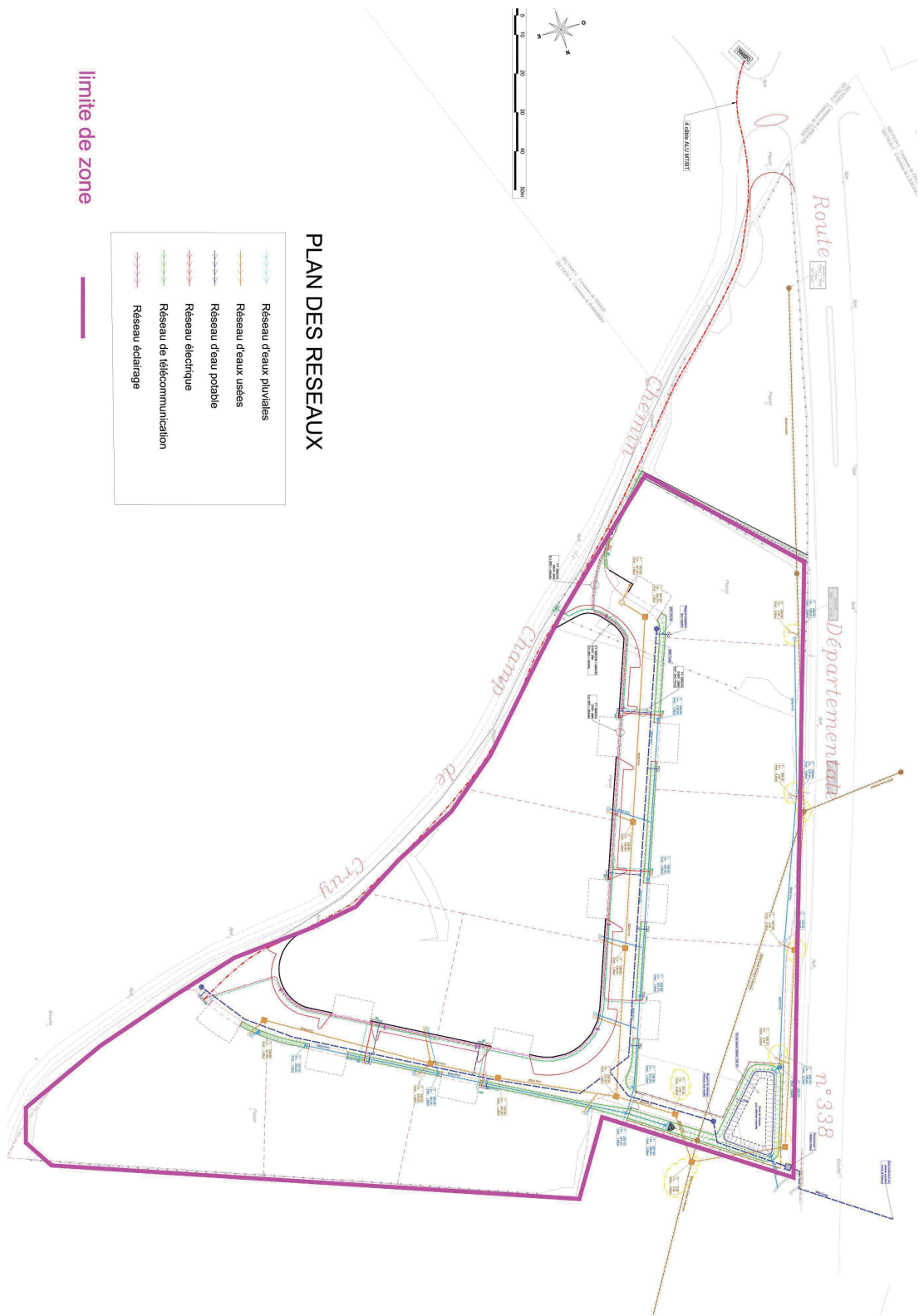
Les abords du bassin seront traités en pelouse.

PA8 – Programme et plan des travaux

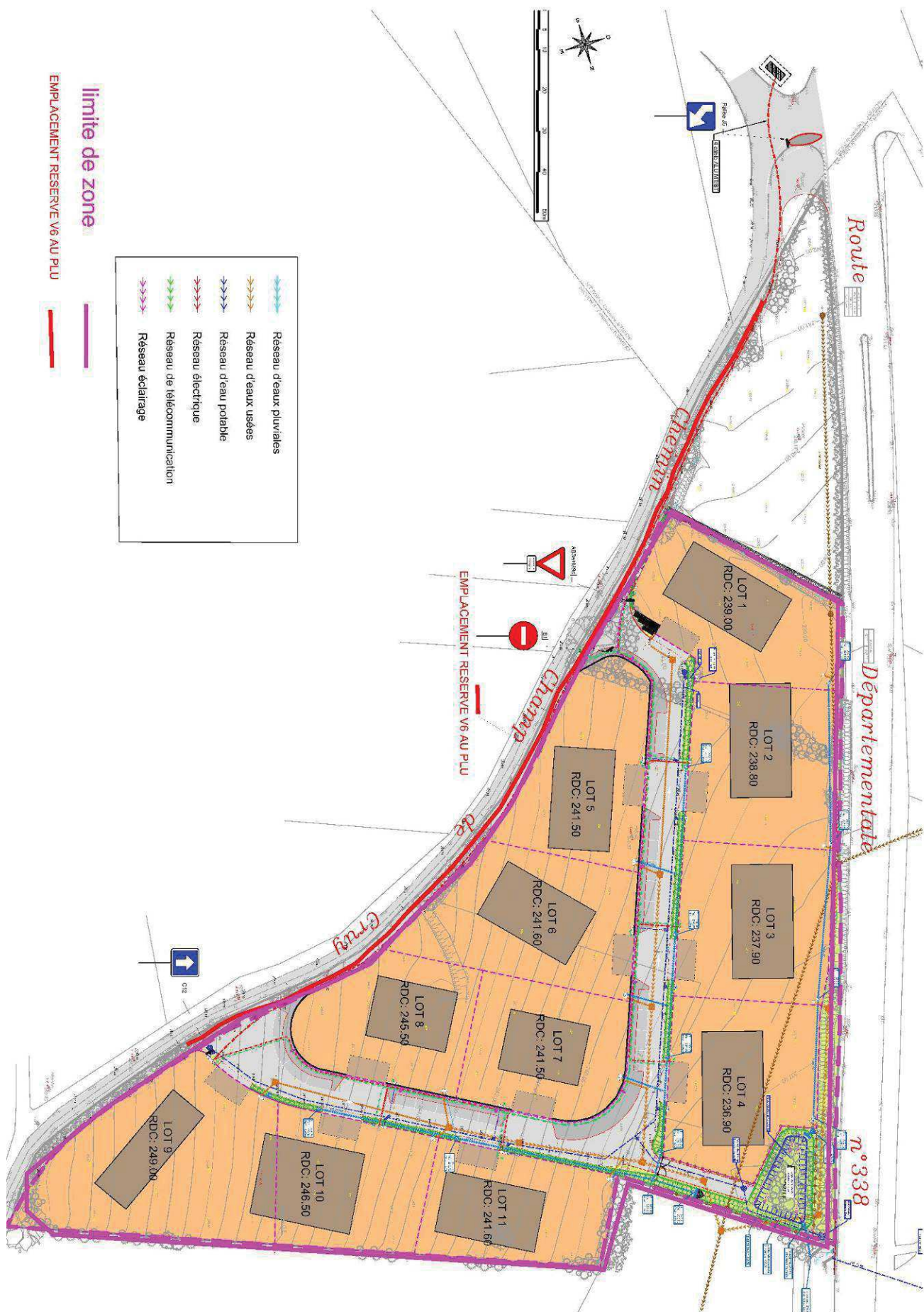
PLAN DE COTATION ET ANNOTATIONS



PA8 – Programme et plan des travaux



PA9 – Plan d’implantation hypothétique des futures constructions



PA10 – Règlement du Lotissement

Le règlement applicable au lotissement est celui de la zone Aux, correspondant du Plan local d'urbanisme de la commune de Porte des Pierres Dorées, auquel sont ajoutées quelques règles spécifiques édictées ci-dessous.

ARTICLE AUx.3 ACCES et VOIRIES

- Un seul accès est autorisé par lot.

ARTICLE AUx.2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES.

- Les constructions destinées à l'habitation ou logement de gardiennage sont interdites

ARTICLE AUx.11 – ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS

Matériaux

- Sont interdits les imitations de matériaux ainsi que l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit (ex : briques creuses, parpaings, carreaux de plâtre...).

Clôtures

- Elles seront constituées d'un grillage de couleur verte RAL 6004 gainé plastifié, à mailles carrées ou rectangulaires soudées, montées sur des potelets en fer de même couleur, sans soubassement plein.
- Leur hauteur maximale est fixée à 2 mètres.
- Aucune enseigne ou panneau sur les clôtures

Portails. Ils seront métalliques du même RAL que les clôtures ouvertures maximum de 8 m

Enseignes lumineuses : les enseignes lumineuses avec des intensités variables, clignotantes et agressives pouvant gêner la circulation.

ARTICLE AUx.13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

- **Les nombreux talus** qui seront créés en raison du dénivelé du terrain pour adaptation des bâtiments seront aménagés et recouvert au maximum de vivaces rampants.

Une bande paysagère devra être plantée en bordure de la voie interne au lotissement ainsi qu'en bordure de la RD 656 et 338 en parallèle des clôtures à l'intérieure des propriétés.

Les constructions transformateurs, citerne, climatisation devront être intégré au paysage et cachés par de la végétation.

PA 11 - Cahier des charges de cession

Le présent cahier des charges a pour objet de fixer

- Les règles de caractère contractuel du lotissement
- Les conditions générales des ventes ou des locations qui seront consenties par le lotisseur, de même que les conditions des reventes successives qui pourront être consenties par les acquéreurs des lots.

<p style="text-align: center;">TITRE 1 CONDITIONS GENERALES CONCERNANT LA CESSION DES TERRAINS ET LE PROGRAMME DES CONSTRUCTIONS A REALISER</p>
--

Article 1 : OBJET DE LA CESSION

La cession ou la location est consentie en vue de la construction d'un programme de bâtiments à vocation d'activités économiques caractérisées dans l'acte de cession ou de location.

Ces bâtiments seront édifiés conformément aux dispositions du dossier de lotissement.

Article 2 : DELIVRANCE SUPERFICIE CONSTRUCTIBLE SUR LES LOTS

Conformément à l'article R442-11 du Code de l'Urbanisme, le lotisseur fournira aux attributaires de lots un certificat indiquant la surface hors œuvre nette constructible sur le lot. Ce certificat sera joint à la demande de permis de construire.

Article 3 : FORCE OBLIGATOIRE DU CAHIER DES CHARGES

Les règles visées à l'article 1^{er} s'imposeront contractuellement :

- Dans les rapports du lotisseur et des propriétaires des lots,
- Dans les rapports des propriétaires entre eux et sans limitation de durée.

Le présent cahier des charges est opposable à et par quiconque détient ou occupe, à quelque titre que ce soit tout ou partie du lotissement.

A cet effet, il doit être rappelé dans tout acte translatif ou locatif des parcelles, à l'occasion de chaque vente ou location ou de reventes ou locations successives.

Tout propriétaire peut demander l'application du cahier des charges.

En cas de transgression et de différend, le Tribunal de Grande Instance est compétent pour connaître de toute action en exécution forcée, notamment en démolition et allouer tous dommages – intérêts.

Tout propriétaire d'un terrain est subrogé aux droits du lotisseur. Il peut exiger de tout autre propriétaire, l'exécution des conditions imposées et auxquelles celui-ci aurait contrevenu.

Par suite, tout litige entre propriétaire doit se traiter directement entre eux, sans que, jamais et sous aucun prétexte, le lotisseur puisse être mis en cause.

Article 4 : CONFORMITE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Chaque propriétaire construit à ses frais et risques dans le respect des dispositions d'urbanisme, conformément à l'arrêté du lotissement et du présent cahier des charges, après avoir obtenu un permis de construire.

Article 5 : DELAIS D'EXECUTION

L'acquéreur s'engage à :

1. Commencer sans délai les études de la totalité des bâtiments et aménagements autorisés par le PLU ainsi qu'à communiquer à la Communauté de commune son projet définitif de construction, un mois au moins avant le dépôt de la demande de permis de construire. Le cas échéant, présenter en même temps à

l'approbation de la Communauté de commune un programme échelonné de réalisation par tranches annuelles.

2. Déposer sa demande de permis de construire dans un délai d'un an à dater de l'acte de cession ou de la location étant précisé que, sauf disposition contraire dudit acte c'est la date de signature de l'acte sous seing privé qui est prise en considération à ce titre.

En cas de réalisation par tranche, la demande de permis de construire afférente à toute tranche autre que la première devra être déposée au plus tard dans les six premiers mois de l'année correspondant à la tranche considérée.

3. Avoir réalisé les constructions dans un délai de trois ans à compter de la délivrance du permis de construire. L'exécution de cette obligation sera considérée comme remplie par la présentation d'une déclaration d'achèvement délivrée par l'architecte du constructeur, sous réserve de sa vérification par l'architecte conseil de la Communauté de commune.

Article 6 : PROLONGATION EVENTUELLE DES DELAIS

Les délais seront, si leur inobservation est due à un cas de force majeure, prolongés d'une durée égale à celle durant laquelle le constructeur a été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge du constructeur.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

Article 7 : VENTE – LOCATION – PARTAGE DES BIENS CEDES

Il est interdit à l'acquéreur de mettre en vente des terrains qui lui sont cédés avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus sans en avoir, au moins trois mois à l'avance, avisé l'aménageur. L'aménageur pourra exiger, soit que les terrains lui soient rétrocédés, soit qu'ils soient vendus à un acquéreur agréé ou désigné par lui.

Tout morcellement, qu'elle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit même après réalisation des travaux prévus sans autorisation spéciale et expresse accordée par l'aménageur et sans préjudice s'il y a lieu de l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives au lotissement.

Toutefois, l'acquéreur, après réalisation de la première tranche des travaux prévus, pourra vendre la partie des terrains non utilisés par lui à condition d'en avoir avisé l'aménageur six mois à l'avance. Celui-ci pourra, jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que ce terrain lui soit rétrocédé ou soit vendu à un acquéreur agréé ou désigné par lui.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues à l'article 8 pour l'indemnité de résolution. En cas de vente à un acquéreur désigné ou agréé par l'aménageur, ce dernier pourra exiger que le prix de vente soit fixé dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie sans l'accord exprès de l'aménageur.

Article 8 : RESOLUTION

Les actes de vente ou de location qui seraient conclu par l'acquéreur en méconnaissance des dispositions du présent cahier des charges seront nuls et de nul effet.

En cas de manquement grave par l'acquéreur aux obligations mises à sa charge par les présentes et notamment en ce qui concerne les dispositions contenues dans l'article 4, et après mise en demeure restée sans effet pendant un mois, l'aménageur pourra résilier l'acte de vente ou de location. Sa décision sera notifiée à l'acquéreur par voie d'huissier.

En cas de résiliation de vente, l'acquéreur aura droit, en contrepartie, à une indemnité qui sera calculée comme suit :

- Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, déduction faite de 10% à titre de dommages et intérêts forfaitaires.
- Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus sera augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée au terrain par les travaux conformes aux règlements et exécutés dans les règles de l'art, sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le prix de main-d'œuvre utilisés. Le cas échéant, l'indemnité sera diminuée de la moins-value due aux travaux exécutés.

La plus-value ou la moins-value seront fixées par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'aménageur étant l'Administration des Domaines, celui de l'acquéreur pouvant, si celui-ci ne pourvoit pas à sa désignation, être désigné d'office par le Président du Tribunal de Grande Instance sur la requête de l'aménageur.

Tous les frais seront à la charge de l'acquéreur, les privilèges et hypothèques ayant grevés l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant seront reportés sur l'indemnité de résolution dans les conditions fixées à l'article L 21-3 du Code de l'Expropriation.

Article 9 : SUGGESTIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Chaque propriétaire est tenu par lui-même et par ses entrepreneurs et ouvriers, de n'imposer aux autres propriétaires que la gêne résultant inévitablement des travaux et de prendre toutes les précautions pour que celle-ci ne soit pas aggravée.

Les matériaux de construction en cours d'utilisation et seulement pendant cette période, peuvent être déposés sur le terrain du lot intéressé.

Chaque propriétaire est tenu directement à l'égard des autres propriétaires de réparer tout désordre créé par ces travaux, aux autres lots.

Article 10 : GARANTIES

L'acquéreur sera tenu de prendre le lot qui lui sera vendu, dans l'état où il se trouvera au jour fixé pour la délivrance avec toute construction pouvant exister y compris tout matériel et équipement subsistant dans et sur les lieux.

L'acquéreur devra en conséquence lors de l'étude et de l'exécution de sa construction, mettre en œuvre les modalités techniques, telles que fondations spéciales, cuvelage, etc... qu'il appartiendra à l'homme de l'art qu'il aura choisi de déterminer sous sa seule responsabilité.

Le lotisseur sera tenu à la garantie d'éviction dans les termes de droit.

Il s'oblige à rapporter à ces frais les certificats de radiation des inscriptions hypothécaires pouvant grever le lot de terrain vendu.

<p style="text-align: center;">TITRE II DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DE L'ACQUEREUR DURANT LES TRAVAUX</p>

Article 11 : OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR

L'aménageur exécutera, conformément au dossier de lotissement et à ses éventuelles modifications, tous les ouvrages de voirie, d'équipements collectifs et de réseaux destinés à être incorporés dans le domaine des collectivités, à être remis aux organismes concessionnaires ou collectivités locales.

L'aménageur s'engage à réaliser l'ensemble des réseaux jusqu'à la limite des parcelles vendues.

Article 12 : VOIES, PLACES ET ESPACES LIBRES

Jusqu'à leur achèvement, l'aménageur pourra interdire au public et notamment aux constructeurs, la circulation et le stationnement sur tout ou partie des voies et places qu'il aura réalisées.

Jusqu'au transfert dans le Domaine Public de la Collectivité leur entretien est assuré par l'aménageur. Les dégâts qui seraient occasionnés par les entrepreneurs de l'acquéreur seront remboursés à l'aménageur.

Article 13 : MESURAGE ET BORNAGE

L'aménageur procédera, s'il ne l'a déjà fait, et préalablement à l'acte authentique, au bornage du terrain. Les frais de bornage seront à sa charge.

Ce plan définit les limites des lots, leur contenance définitive et devra être utilisé pour établir le plan masse annexé à la demande du permis de construire.

L'acquéreur d'un lot ne pourra élever aucune réclamation en cas de modification de tracé et de surfaces des lots autre que le sien.

L'acquéreur aura à sa charge le maintien des limites de sa propriété telles qu'elles ressortent du plan de bornage.

Article 14 : BRANCHEMENTS

L'acquéreur devra se brancher à ses frais sur les canalisations d'eau, d'électricité, d'égouts etc... amenées en limite de parcelle.

Il fera son affaire personnelle de tous les contrats et abonnements à passer avec les services publics et leurs concessionnaires.

80TITRE III

CONDITIONS DE GESTION DES INSTALLATIONS COMUNES ET DES OUVRAGES COLLECTIFS

Article 15 : SERVITUDES

Les acquéreurs souffriront les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les immeubles vendus, sauf à profiter de celles actives, le tout, s'il en existe, à leurs risques et périls, sans recours contre les vendeurs et sans que la présente clause puisse conférer qui que ce soit plus de droit qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

L'acquéreur sera tenu d'autoriser l'accès des ouvrages aux services gestionnaires des réseaux divers et d'y tolérer tous travaux d'entretien ou de réparation et ceci sans indemnité ou redevance de leur part.

Article 16 : ENSEIGNES ET SIGNALÉTIQUE

Conforme au PLU

Article 17 : TENUE GENERALE DES LOTS ET CONSTRUCTIONS

Les lots, les constructions, les espaces verts seront tenus en excellent état de propreté et d'entretien.

Sont interdits :

- la formation de tas d'ordures, déchets, décombres ou résidus sur les lots
- les constructions provisoires, exceptées durant les travaux.

L'acquéreur s'engage à

- Entretien et arroser les plantations sur l'ensemble de son lot,
- Réparer et repeindre autant que de besoin les parties extérieures en bois ou en métal et toutes les parties de bâtiments qui sont ou devraient normalement être peintes.

Article 18 : OBLIGATION DE CONTRATS D'ASSURANCES

L'acquéreur devra faire assurer les constructions élevées sur son terrain à une compagnie solvable et pour leur valeur réelle. La police devra contenir une clause contre les recours des voisins.

L'acquéreur devra par ailleurs se garantir de sa propre responsabilité civile qui pourrait être mise en cause, compte tenu des particularités du présent cahier des charges.

Le présent article n'est pas applicable aux administrations qui sont réglementairement leur propre assureur.

Article 19 : TRANSFERT A LA COMMUNE ET AUX CONCESSIONNAIRES

L'aménageur, suivant la convention établie avec la commune, transférera la propriété des équipements communs à la Communauté de commune.

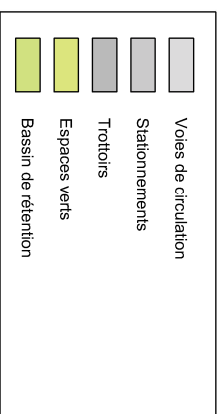
Les réseaux seront remis gratuitement aux différents concessionnaires.

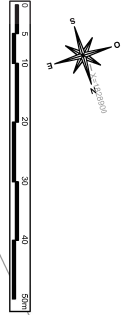
Article 20 : ASSOCIATION SYNDICALE

Dans la mesure où les équipements communs seront transférés à la Communauté de commune, il ne sera pas créé d'association syndicale, conformément à l'article R 442-8 du Code de l'Urbanisme.

Fait à _____, le _____

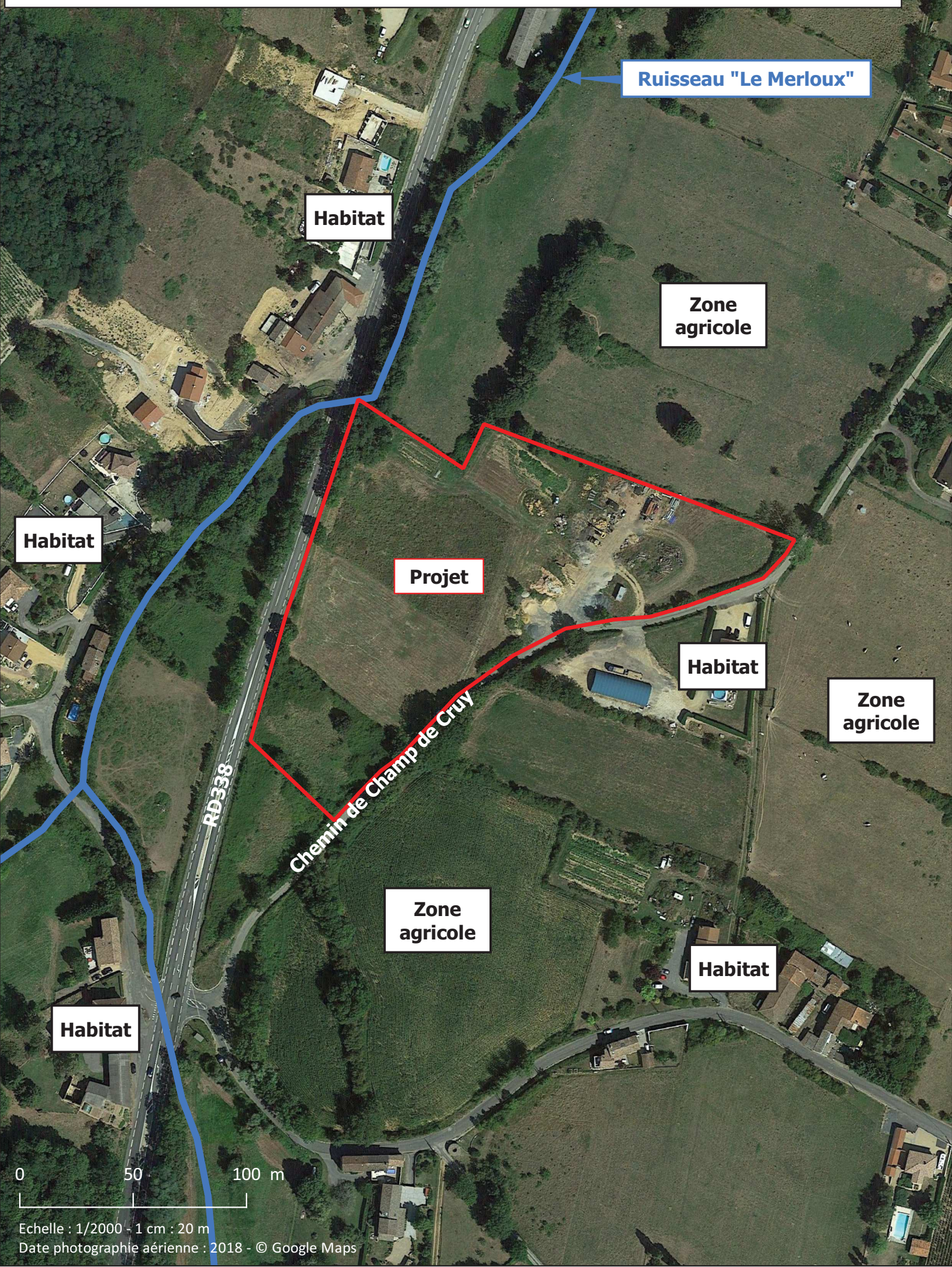
L'aménageur





- Réseau d'eaux pluviales
- Réseau d'eaux usées
- Réseau d'eau potable
- Réseau électrique
- Réseau de télécommunication
- Réseau éclairage


Annexe 5 : Plan des abords du projet



Annexe 6 : Localisation du projet par rapport aux sites Natura
2000

Annexe 6 - Localisation du projet par rapport aux sites Natura 2000

Légende

 Zone Natura 2000

**Prairies humides et forêts
alluviales du Val de Saône aval
(FR8202006)**

Périmètre du projet

Annexe 7 : Prédiagnostic environnemental (AMÉTEN,
décembre 2020)

Communauté de Communes Beaujolais Pierres Dorées

Aménagement de la ZA Champ de Cruy

Porte des Pierres Dorées (69)

Prédiagnostic environnemental

Décembre 2020



80 avenue Jean Jaurès – 38320 EYBENS
www.ameten.fr – contact@ameten.fr – 04.38.92.10.41

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	3
2	DESCRIPTION DU PROJET	3
3	CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	6
4	PREDIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL.....	7
4.1	Milieu physique	7
4.2	Milieu naturel	11
4.3	Milieu humain	28
4.4	Patrimoine et Paysage.....	32
5	SYNTHESE DES ENJEUX DU SITE	33
6	PERSPECTIVES DU PROJET ET PRECONISATIONS	34

Index des figures

Figure 1 : Coupe nord-ouest / sud-est de la zone d'étude	7
Figure 2 : Carte géologique au droit de la zone d'étude	8
Figure 3 : Réseau hydrographique au niveau de la zone d'étude.....	9
Figure 4 : Cartographie de l'aléa inondation du PPRNi (source : Préfecture du Rhône)	10
Figure 5 : Principaux zonages et inventaires du milieu naturel	12
Figure 6 : Localisation des zones humides, d'après l'inventaire départemental	13
Figure 7 : TVB du SRADDET au droit du projet	14
Figure 8 : Classement sonore au droit du site d'étude.....	28
Figure 9 : Réseau routier au droit du site de projet (source : Viamichelin)	29
Figure 10 : Zonage du PLU en vigueur en 2018 au droit de la zone d'étude lors de la validation du permis d'aménager par les services de l'Etat	31
Figure 11 : Zones de protection du patrimoine	32

Index des tableaux

Tableau 1 : Espèces floristiques à enjeu de conservation et réglementées potentielles sur le site de projet	18
Tableau 2 : Habitats naturels et semi-naturels caractérisés sur le site de projet.....	19
Tableau 3 : Espèces de mammifères terrestres à enjeu de conservation et réglementées potentielles sur le site de projet .	21
Tableau 4 : Espèces de chiroptères à enjeu de conservation et réglementées potentielles sur le site de projet	22
Tableau 5 : Espèces d'oiseaux à enjeu de conservation et réglementées, recensées et potentielles sur le site de projet	24
Tableau 6 : Espèces d'amphibiens à enjeu de conservation et réglementées, recensées et potentielles sur le site de projet.....	25
Tableau 7 : Espèces de reptiles à enjeu de conservation et réglementées, recensées et potentielles sur le site de projet	26
Tableau 8 : Espèces d'invertébrés à enjeu de conservation et réglementées, recensées et potentielles sur le site de projet	26

1 INTRODUCTION

La CCBPD a obtenu un permis d'aménager pour créer une zone d'activité sur la commune de Porte des Pierres Dorées, la ZA de Champ de Cruy.

Un recours et une procédure judiciaire ont retardé le projet, le Tribunal Administratif a statué en faveur du projet en date du 6 juin 2019.

Un nouveau PLU a été adopté le 20/12/2018 qui classe l'emprise du projet en zone A. L'arrêté du permis d'aménager est en date du 21/02/2018, ce sont donc les règles de l'ancien PLU qui lui sont applicables. Le zonage de la zone d'activité est en zone Aux (zone à urbaniser destinée aux activités tertiaires, artisanales, industrielles et commerciales).

Pour favoriser l'instruction du dossier par la DREAL, le présent document constitue un prédiagnostic, afin de préciser la présence ou non d'enjeux en fonction des principales thématiques environnementales.

2 DESCRIPTION DU PROJET

Le projet consiste en la création d'une zone d'activités sur les parcelles n°86, 87, 88, 89, et 90 de la section AV de la commune de Porte-des-Pierres-Dorées, représentant une surface totale de 19 558 m².

L'aménagement est porté par la Communauté de Communes Beaujolais Pierres Dorées (CCBPD) et se justifie par les nombreuses demandes d'implantations d'entreprises locales et la pénurie de foncier économique sur le territoire. Le choix de ce site en particulier est lié à la facilité d'accès, en limite de la RD338 qui constitue un axe structurant sur le secteur, desservant les principales communes alentours et une proximité relative avec l'autoroute A46 à l'est.

Le terrain est actuellement en prairie et une partie du site est utilisé comme zone de stockage pour le BTP.

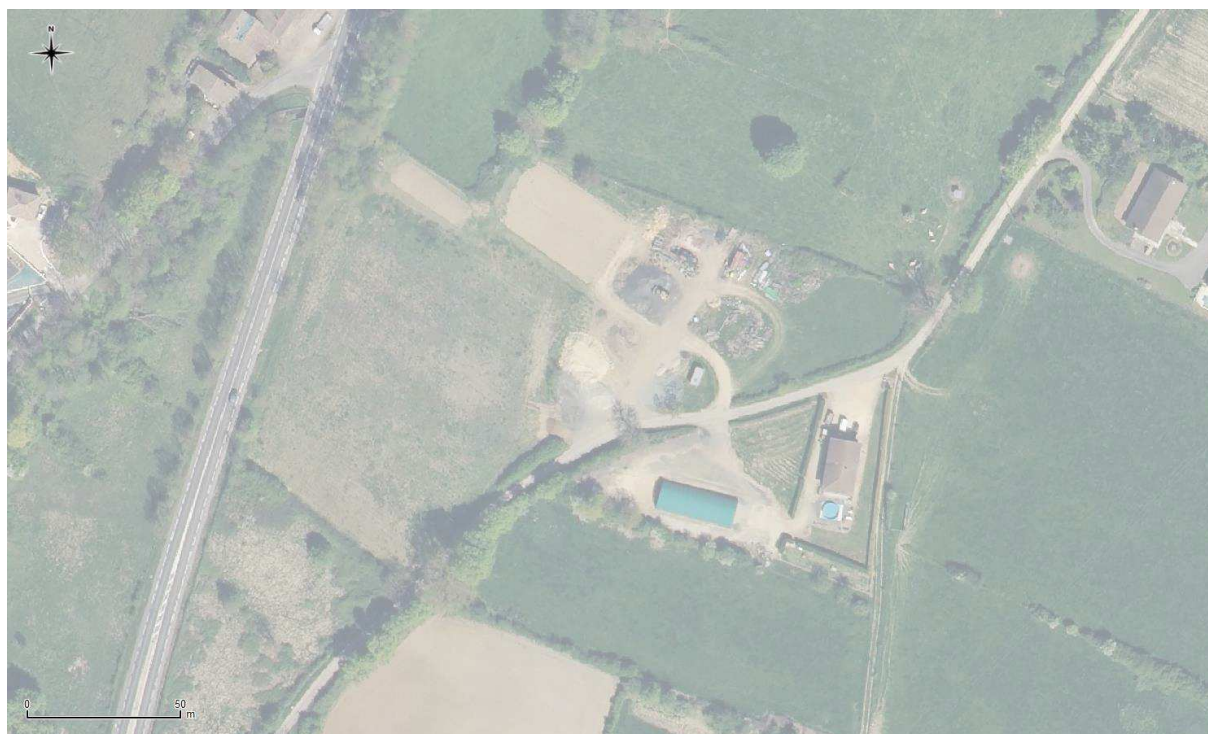
Il est prévu un total de 11 lots maximum sur la zone d'activité, pour une surface de plancher d'environ 10 000 m². Cette estimation tient compte du règlement du PLU (emprise au sol des constructions limitée à 70% de la superficie du tènement, retrait minimum de 5 mètres par rapport à l'alignement de voirie).

Elle prend également en compte l'emprise nécessaire pour permettre la giration des poids lourds sur chaque lot, et l'emprise des talus pour l'aménagement des plateformes.

La ZA est destinée à des activités artisanales, les prospects sont plombier, charpentier, paysagiste, un constructeur de maisons bois et un installateur photovoltaïque.

Les bâtiments seront des R+1, de 9 m de hauteur au faîtage. Le PLU autorise une hauteur maximale de 15m. Ils serviront d'ateliers, et de dépôt. Des bureaux seront aménagés en mezzanines.

La durée estimée des travaux est de 6 mois.

Etat actuel :Etat projeté :

Desserte du site

L'accès à la zone d'activité s'effectuera par le chemin de Cruy. Celui-ci sera élargi conformément à la réserve V6 du PLU établi à cet effet. Le chemin de Cruy débouche sur la RD338 à environ 150 mètres au sud. Une voie de desserte intérieure desservira les lots et sera en sens unique, avec une entrée et une sortie distinctes. Cette voie sera aménagée pour desservir toutes les parcelles de la zone d'activités. Elle sera bordée de trottoirs en enrobé noir et d'espaces verts.

Des places de stationnement, au nombre de 141, seront créées et réparties de la manière suivante :

- 125 places aménagées en domaine privé sur les 11 lots,
- 16 places créées le long de la voirie en domaine public.

Le PLU impose 1 place pour 80m² de surface plancher sur les lots.

Réseaux

La zone d'activité sera raccordée aux réseaux existants. Un bassin de rétention sera aménagé à l'extrémité nord-ouest (point bas) afin de gérer les eaux pluviales. Les eaux usées seront dirigées vers le réseau d'eaux usées traversant le site.

Intégration paysagère

L'aménagement paysager des parcelles respectera les prescriptions du PLU, à savoir 10% minimum d'occupation avec des espèces locales et variées. L'aménagement paysager public représente plus de 10% de la surface. Le long de la RD 338, la communauté de communes entretiendra et conservera au maximum la végétation existante, voire boucher les "trous" afin d'avoir une continuité sans interruption de végétation, il s'agit de haies bocagères comme définies dans la charte du département du Rhône. Dans les noues de la voie de desserte des plantations basses seront mises en place. Les abords du bassin seront traités en pelouse.

Les servitudes

Une canalisation de transport d'eaux usées existe sur le terrain et sera conservée.

Trafics induits

Le trafic généré par les activités du site est estimé à environ 100 véhicules par jour.

Balance déblais/remblais

Les niveaux de plateforme ont été étudiés de manière à équilibrer les terrassements.

- Volume de déblais = environ 6600 m³
- Volume de remblais = environ 6800 m³

Le projet est légèrement déficitaire en matériaux de remblai (200 m³).

Gestion des déchets

- En phase travaux : le tri s'effectuera sur le chantier dans un but de valorisation des déchets
 - Les terrassements seront réalisés par couches plutôt qu'en pleine masse, la terre végétale sera réemployée sur site, les déblais terreux pourront être mis en dépôts définitif sur site ou évacués en décharge. Un traitement à la chaux des terres en place sous la future voirie est envisagé afin de limiter les terrassements, les mouvements de terre et les apports de matériaux extérieurs.
 - Les produits dérivés du béton seront évacués en plateforme de recyclage avant retraitement (concassage et criblage). Ils serviront à produire des granulats routiers.

- Les croûtes d'enrobé et le fraisât de chaussée seront incorporés en centrale d'enrobage pour la fabrication d'enrobé.
 - Bois, plastique, matériaux ferreux, et autres déchets seront stockés séparément en bennes fermées sur site puis transférés vers un centre de tri et de valorisation des déchets.
- En phase exploitation de la ZA
- La collecte des ordures ménagères et emballages légers s'effectuera en porte à porte par le prestataire de service de la CCBPD.
Fréquence : 1 fois par semaine pour les OM et 2 fois par mois pour les emballages légers.
 - Les autres déchets seront stockés en bennes fermées avant d'être évacués en centre de tri ou en décharge agréée pour les déchets ultimes.

3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le présent dossier d'examen au cas par cas est réalisé au titre du I de l'article R122-2 du Code de l'Environnement :

« I. – Les projets relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérées dans le tableau annexé au présent article font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas, en application du II de l'article L. 122-1, en fonction des critères et des seuils précisés dans ce tableau.

La rubrique concernée est la 39a :

« 39. Travaux, constructions et opérations d'aménagement.

a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. * 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m². »

→ Le projet prévoit en effet une surface de plancher estimée à 10 000 m² environ.

Par ailleurs, dans la mesure où sur les 141 places de stationnements créées, seules 16 seront ouvertes au public, le projet n'est pas concerné par la rubrique 41a (Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus).

4 PREDIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL

4.1 Milieu physique

4.1.1 Topographie

Le projet s'inscrit à une **altitude comprise entre 236 et 253 m NGF environ**. La **pente générale** du site est orientée **vers le nord-ouest** et est de l'ordre de **7%**. La zone la plus basse est localisée aux abords de la RD338.

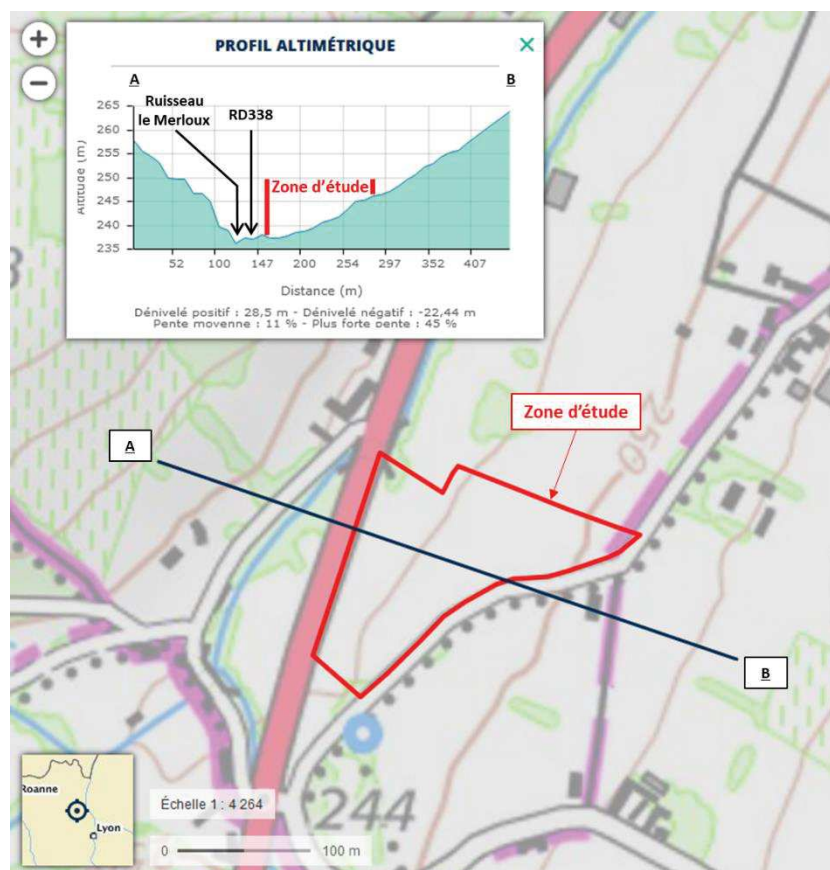


Figure 1 : Coupe nord-ouest / sud-est de la zone d'étude

4.1.2 Géologie

D'après la carte géologique de Amplepuis au 1/50000 du BRGM, la zone d'étude repose sur 2 formations superficielles du Quaternaire :

- Fz : Alluvions récentes des fonds de vallée
- E : Eboulis

Il n'existe pas de sondages sur le site ou à proximité immédiate.

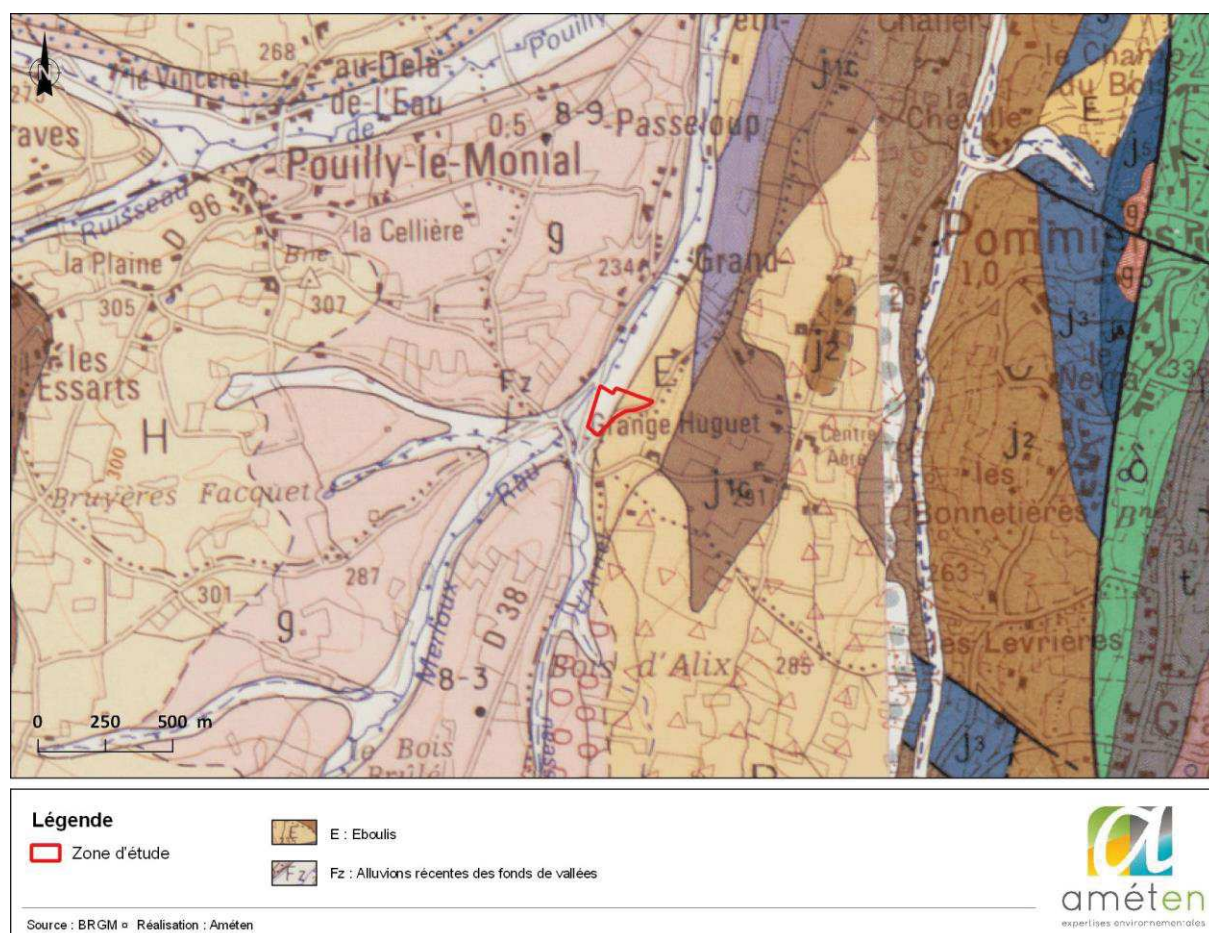


Figure 2 : Carte géologique au droit de la zone d'étude

4.1.3 Eaux superficielles

Le site est bordé au nord par le ruisseau du Merloux. Ce cours d'eau prend sa source au nord-ouest de Theizé et conflue avec le Morgon à Gleizé, près de Villefranche-sur-Saône. Sa longueur totale est de 11,4 km, pour un bassin versant de 45 km² et une pente moyenne de 2,5 km.

Au droit du site d'étude, les écoulements s'effectuent de façon gravitaire selon la pente, soit du sud-est vers le nord-ouest. Le bassin versant intercepté correspond à la zone d'étude, soit environ 20 000 m², dans la mesure où les écoulements en amont sont déjà interceptés par le Chemin de Champ de Cruy.

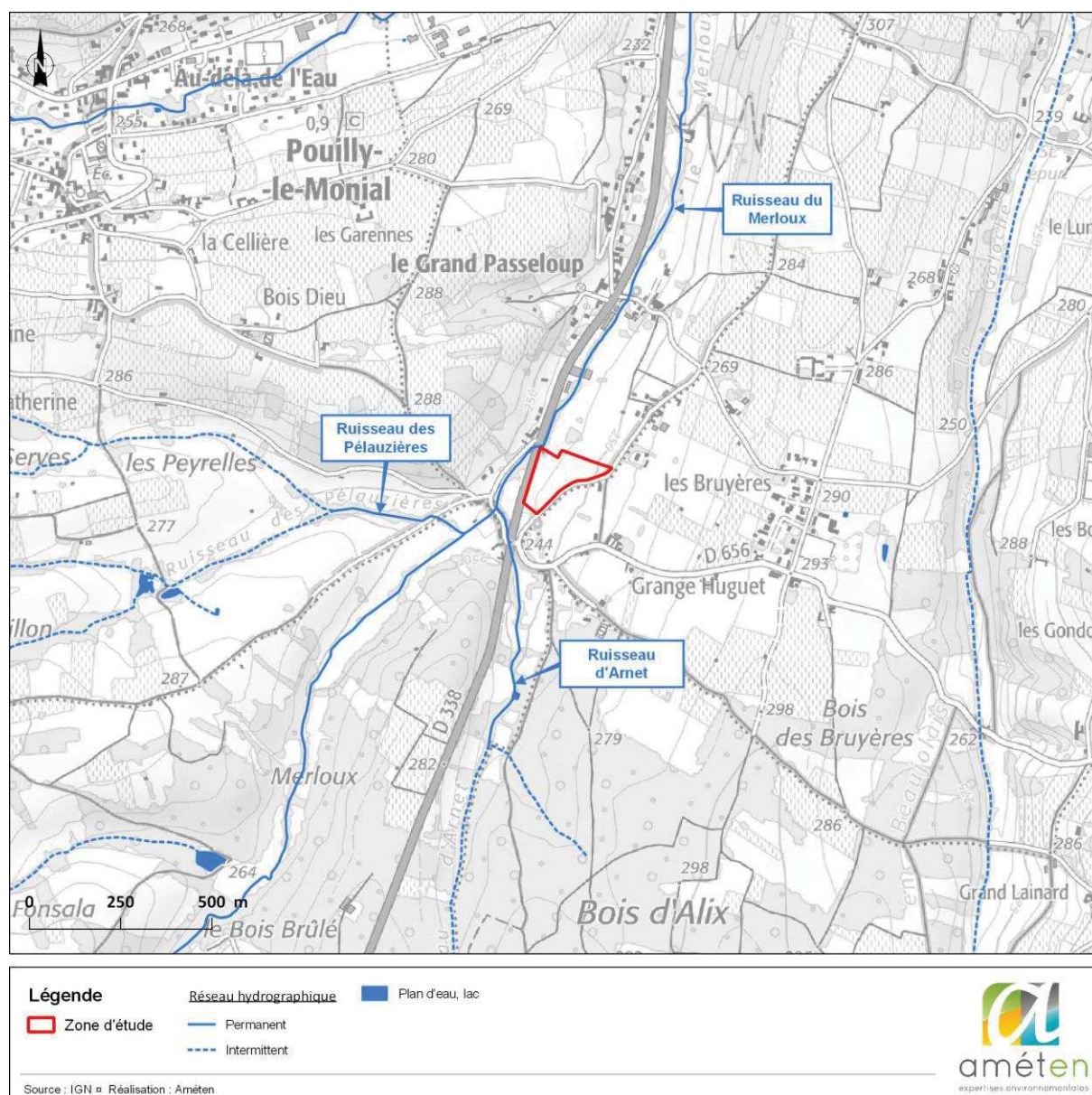


Figure 3 : Réseau hydrographique au niveau de la zone d'étude

4.1.4 Eaux souterraines

D'après le SDAGE Rhône-Méditerranée, le site repose sur la masse d'eau souterraine suivante :

- Domaine formations sédimentaires des Côtes chalonaise, maconnaise et beaujolaise (FRDG503).

Concernant les usages, le **captage le plus proche est localisé à environ 5 km au nord-est**. Par ailleurs, il n'y a pas d'ouvrage lié à l'eau à proximité dans les bases de données BSS EAU et de la BNPE.

4.1.5 Risques naturels

D'après la fiche communale d'informations risques et sols définie par l'arrêté préfectoral n°69-2019-01-28-001, la commune de Porte des Pierres Dorées est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRni) du Morgon et du Nizerand, prescrit par arrêté préfectoral en date du 03 janvier 2019.

Les cartographies issues de l'étude hydraulique ont été portées à la connaissance des communes concernées par courrier en date du 18 janvier 2018. Au droit de la zone d'étude, elle est présentée ci-après.

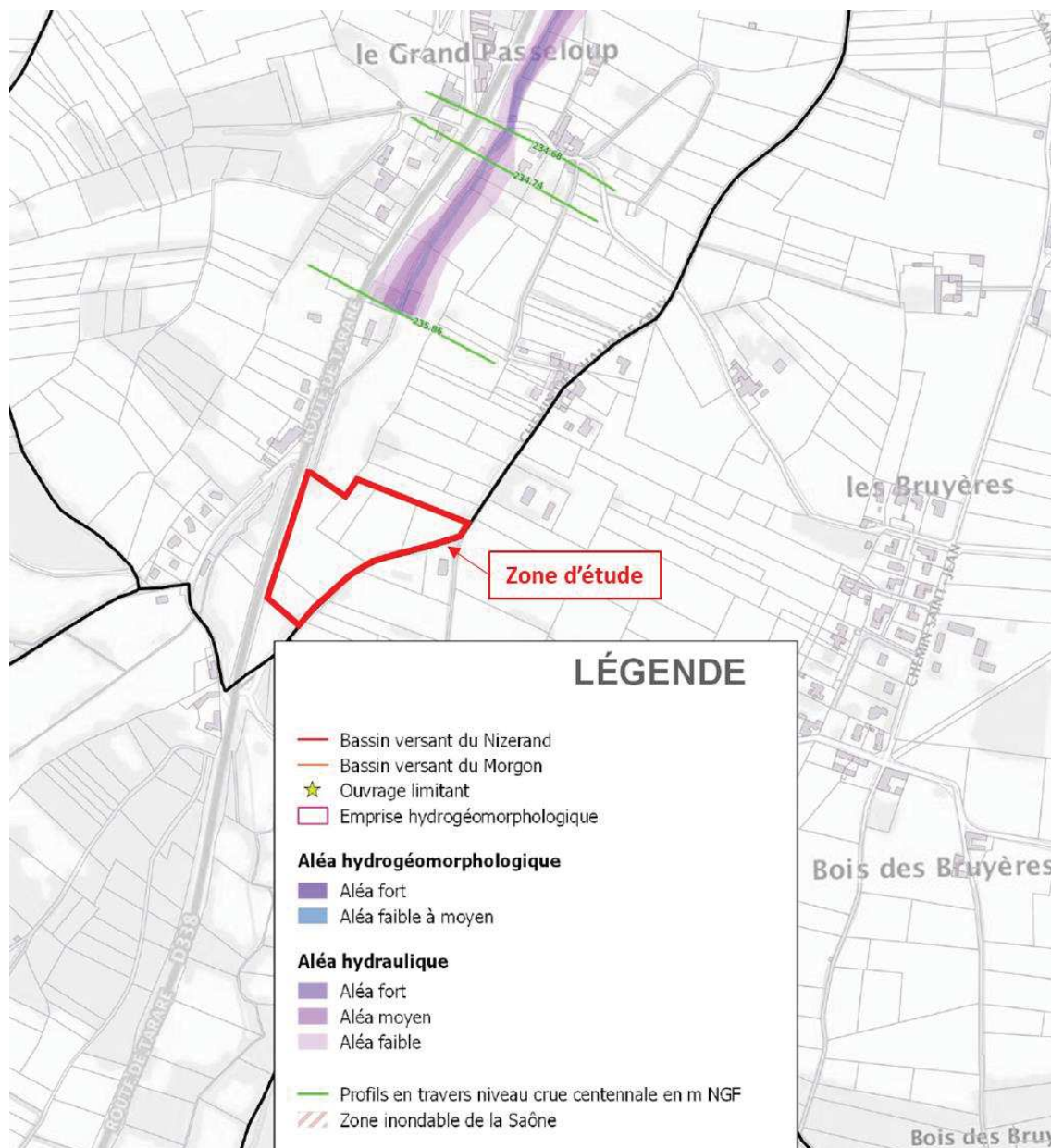


Figure 4 : Cartographie de l'aléa inondation du PPRNi (source : Préfecture du Rhône)

Il semblerait que l'étude d'aléa ne couvre pas le Merloux jusqu'au droit de la zone d'étude. Il n'est alors pas possible de statuer sur l'état du risque inondation.

Par ailleurs, le projet est concerné par les autres aléas et risques suivants :

- **Aléa retrait-gonflement des argiles : exposition moyenne,**
- **Risques sismique : zone de sismicité 2 (faible),**
- **Potentiel radon : faible,**
- **Risque climatique : Tempête et grains (vent), neige et pluies verglaçantes, grêle, foudre.**

4.2 Milieu naturel

4.2.1 Zonages environnementaux

Les principaux zonages réglementaires et inventaires du patrimoine naturel sont listés ci-dessous. Il est précisé si le projet est concerné ou non par ces zonages.

Type de zonage environnemental	Concerné ?	Distance au zonage le plus proche
Natura 2000	NON	10 km
ZNIEFF de type I	NON	3 km
ZNIEFF de type II	NON	4 km
Arrêté de protection de biotope	NON	15 km
Espace Naturel Sensible	NON	4 km
Réserve naturelle	NON	20 km

Le projet n'est concerné par aucun zonage réglementaire ou inventaire du patrimoine naturel.

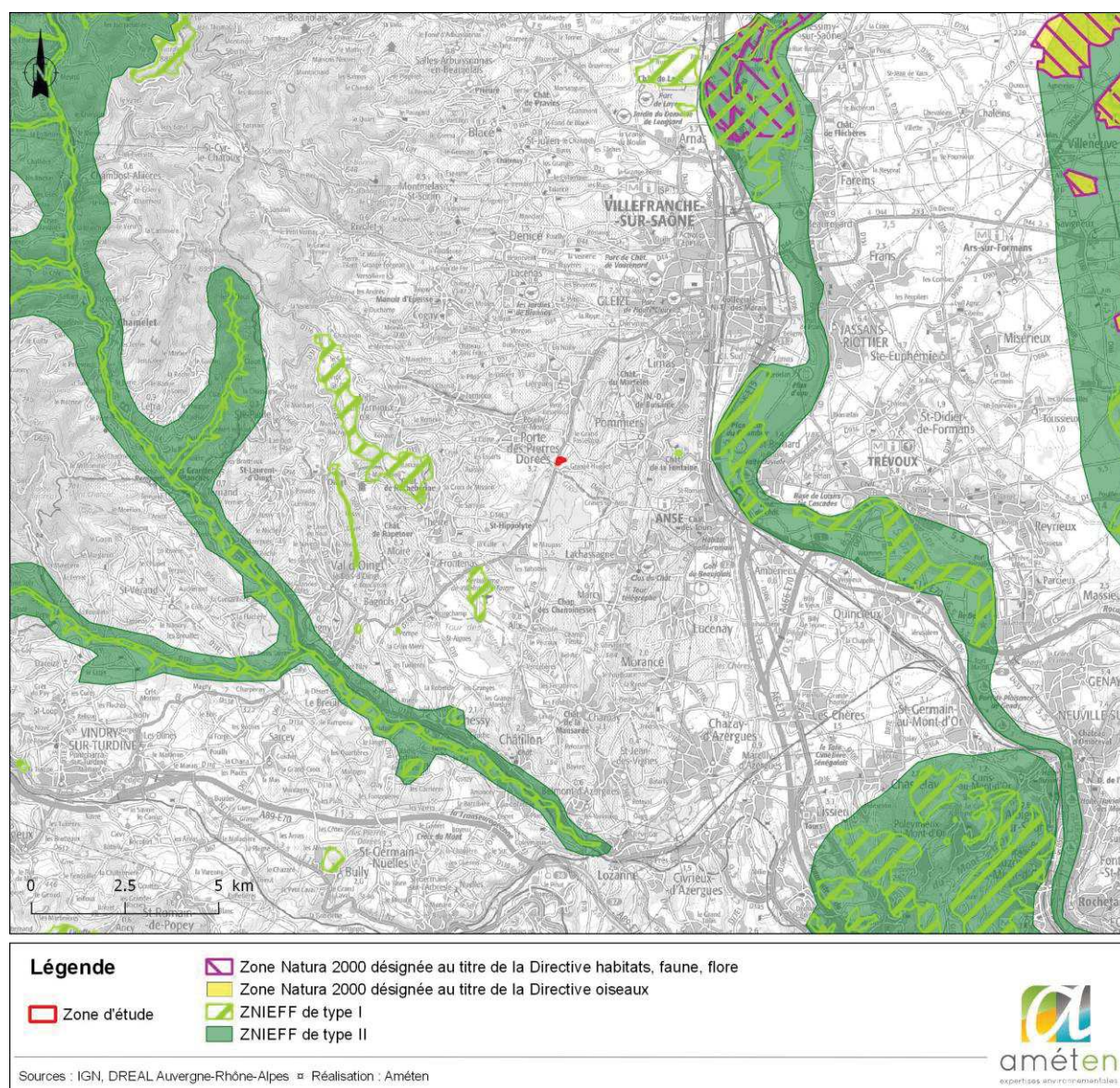


Figure 5 : Principaux zonages et inventaires du milieu naturel

4.2.2 Zones humides

L'inventaire départemental des zones humide permet d'avoir une prélocalisation de ces secteurs à enjeu. Au droit du site, les zones humides sont présentées ci-après.



Figure 6 : Localisation des zones humides, d'après l'inventaire départemental

Le site d'étude est localisé à proximité de zones humides inféodées au réseau hydrographique. Il est bordé par celle référencée 69CG693346 (« Ruisseau le Merloux »). Elle a été inventoriée par le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) en 2012 et correspond à une aulnaie-frênaie médio-européenne. Elle présente des fonctions :

- Hydrologiques : expansion naturelle des crues (contrôle des crues ; écrêtement des crues ; stockage des eaux de crues ; prévention des inondations)
- Biologiques : fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales ; connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels), zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore)

4.2.3 Trame verte et bleue

Le Trame Verte et Bleue (TVB) à l'échelle régionale est définie par le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires), approuvé par le Préfet de région via l'arrêté 20-083 du 10 avril 2020.

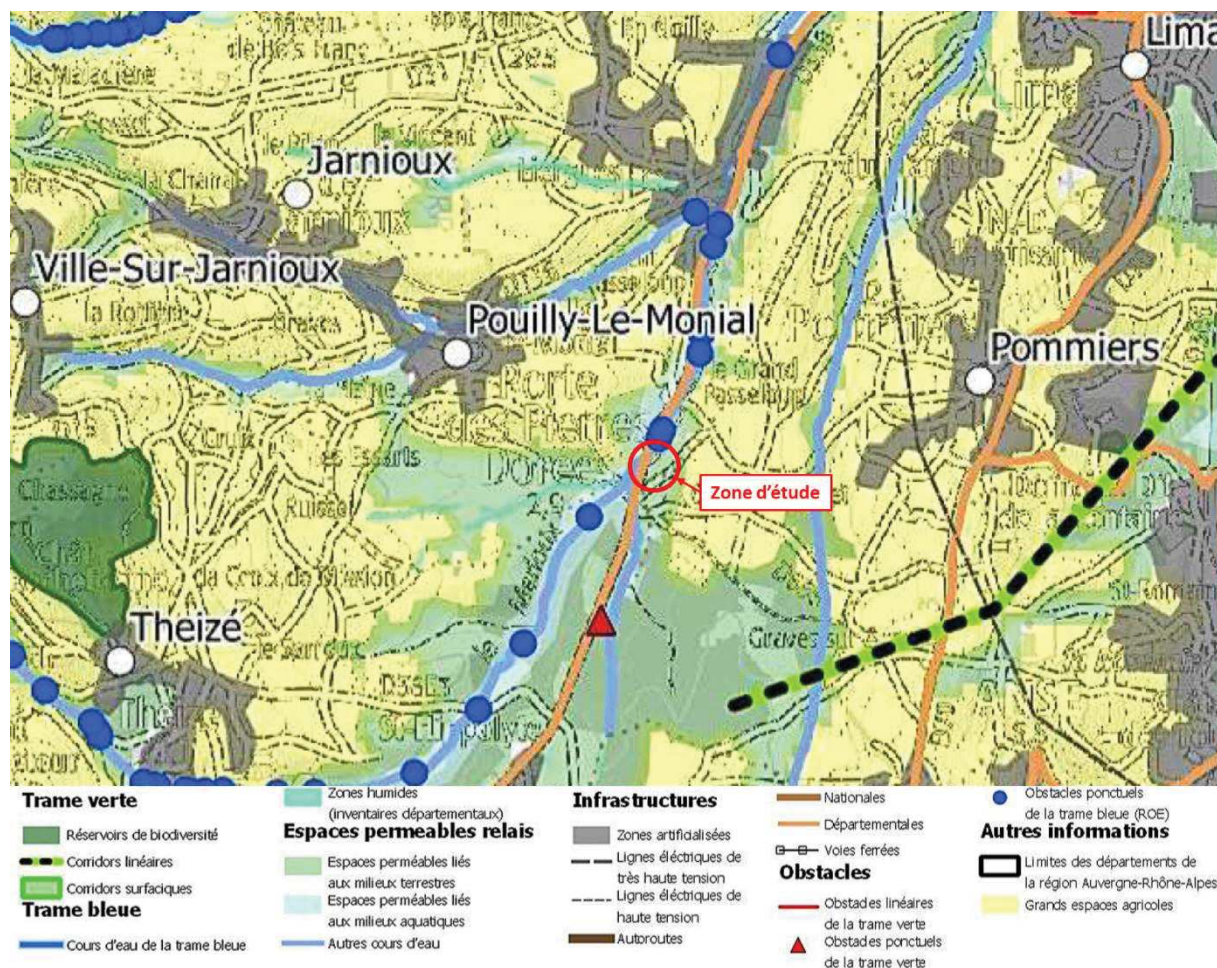


Figure 7 : TVB du SRADDET au droit du projet

Le projet s'inscrit sur un espace perméable lié aux milieux terrestres. Il est bordé à l'ouest par des espaces perméables liés aux milieux aquatiques et à l'est par des grands espaces agricoles.

4.2.4 Prédiagnostic naturaliste et évaluation des enjeux écologiques du site d'étude

Le présent chapitre expose les enjeux de conservation avérés et pressentis (potentialités écologiques des habitats naturels et des habitats d'espèces), en fonction des espèces floristiques et faunistiques recensées ou potentiellement présentes sur l'emprise du projet étudié.

Cette analyse repose sur un unique passage de terrain réalisé sur la journée du **14 décembre 2020**, par un naturaliste spécialisé (Rémy Roques). Cette visite a permis d'obtenir une image représentative des enjeux écologiques en présence et potentiels, mais en aucun cas d'établir un inventaire écologique exhaustif.

Ce pré-diagnostic ne peut constituer le volet écologique de l'étude d'impact du projet (ou tout autre document nécessaire à une procédure administrative), qui nécessiterait un effort d'échantillonnage plus important sur le terrain (par le respect du calendrier écologique favorable à l'observation de la totalité des espèces floristiques et faunistiques).

4.2.4.1 Analyse et synthèse des données collectées sur le terrain

■ Base taxonomique utilisée pour la présentation des espèces

La nomenclature utilisée pour décrire les espèces floristiques et faunistiques sont présentées selon le référentiel TAX-REF v13.0 du Muséum National d'Histoire Naturelle (référentiels taxonomiques pour la flore et la faune de France métropolitaine, issu de l'Inventaire national du Patrimoine naturel).

■ Caractérisation des habitats naturels et semi-naturels

En premier lieu, les habitats naturels et semi-naturels ont été caractérisés sur le terrain, en fonction de la physionomie de la végétation et des espèces végétales présentes.

Au sein de formations végétales homogènes, la réalisation des relevés floristiques permet d'attribuer un code et une appellation écosystémique, puis de caractériser chaque formation végétale selon la **typologie CORINE Biotopes**.

En parallèle, les habitats ont été présentés selon leur intérêt communautaire (voire prioritaire) européen s'il existe, à partir des cahiers d'habitats et du **code EUR28** de la Directive Habitats de l'Union Européenne (92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992).

Les nomenclatures CORINE et EUR28 représentent des outils pour la description de sites d'importance pour la conservation de la nature en Europe. Ils classent les différents biotopes selon leur flore constituante, leur fonctionnement écologique et leur environnement abiotique.

■ Bases scientifiques et réglementaires utilisées pour l'évaluation écologique

L'évaluation écologique des espèces est fondée sur les listes rouges (travaux scientifiques reflétant le statut des espèces menacées à l'échelle d'un territoire) ainsi que sur les textes réglementaires suivants :

- *À l'échelle européenne :*
 - **DO** : Directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 (remplaçant la Directive 79/409/CEE) concernant la conservation des oiseaux sauvages (directive ayant pour objectif de conserver toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen), dite "Directive Oiseaux" :
 - > Annexe I (An I) : espèces d'intérêt communautaire dont la protection nécessite la mise en place des ZPS
 - **DH** : Directive 92/43/CE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage (directive ayant pour objectif d'assurer le maintien de la diversité biologique par la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages), dite "Directive Habitats" :
 - > Annexe I (An I) : habitats d'intérêt communautaire (en danger de disparition, rares ou remarquables)
 - > Annexe II (An II) : espèces d'intérêt communautaire (en danger d'extinction, rares ou endémiques)
 - > Annexe IV (An IV) : espèces nécessitant une protection stricte au niveau européen
 - > Annexe V (An V) : espèces dont le prélèvement est soumis à réglementation
- *Textes réglementaires à l'échelle nationale (PN) :*
 - Arrêté du 31 août 1995 relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire
 - Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire
 - Arrêté du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département
 - Arrêté du 29 octobre 2009 fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire
 - Arrêté du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et reptiles protégés sur l'ensemble du territoire
 - Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes et des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire
- *Listes scientifiques à l'échelle nationale (LR_{Nat}) :*
 - Livre rouge de la flore menacée de France (Muséum National d'Histoire Naturelle, 1995)
 - Liste rouge des mammifères de France métropolitaine (UICN France, MNHN, LPO, SFEPM & ONCFS, 2017)
 - Liste rouge des oiseaux nicheurs de France métropolitaine (UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS, 2016)
 - Liste rouge des amphibiens et reptiles de France métropolitaine (UICN France, MNHN, & SHF, 2015)
 - Liste rouge des papillons de France métropolitaine (UICN France, MNHN, OPIE & SEF, 2014)
 - Liste rouge des odonates de France métropolitaine (UICN France, MNHN, OPIE & SFO, 2016)
 - Liste rouge des orthoptères de France métropolitaine (Sardet & Defaut, 2004)
 - Liste rouge des coléoptères saproxylophages de France métropolitaine (Brustel, 2004)
 - Liste rouge des crustacés d'eau douce de France métropolitaine (UICN France & MNHN, 2014)

Ces listes rouges déclinent le statut de conservation des espèces en fonction des classes suivantes :

RE	Espèce disparue de la région (des populations de l'espèce subsistent en dehors de la région)
CR	Espèce en danger critique d'extinction (populations confrontées à un risque extrêmement élevé de disparition dans la région)
EN	Espèce en danger d'extinction (populations confrontées à un risque très élevé de disparition dans la région)

VU	Espèce vulnérable (populations confrontées à un risque de disparition dans la région - effectifs en déclin)
NT	Espèce quasi-menacée (populations <i>a priori</i> non menacées mais qui pourraient le devenir en l'apparition de facteurs de dégradation de leurs habitats)
LC	Espèce à faible risque de disparition (aucun risque significatif de menace sur leurs populations)

○ À l'échelle locale :

- **PR** : Arrêté préfectoral concernant les espèces végétales protégées en Rhône-Alpes ;
- **LR_{Rég}** : Listes rouges des espèces menacées de la région Rhône-Alpes (si disponible).

■ **Évaluation écologique des habitats, des espèces floristiques et faunistiques**

Les enjeux de conservation des habitats et des espèces, fondés sur les bases scientifiques (cf. paragraphe précédent), ont été déclinés selon 4 classes d'enjeu de conservation local, définies à l'échelle du territoire étudié :

ENJEUX TRÈS FORTS

- habitat naturel très rare et/ou très menacé (catégorie CR sur la liste rouge régionale des habitats naturels et semi-naturels menacés) ;
- espèce très rare (aire de répartition très restreinte : quelques communes françaises par exemple) et/ou très menacée sur l'intégralité de son aire de répartition (catégorie CR sur la liste rouge régionale des espèces menacées) ;

ENJEUX FORTS

- habitat naturel rare et/ou menacé (catégorie EN à VU sur la liste rouge régionale des habitats naturels et semi-naturels menacés, argumenté en fonction du contexte biogéographique local) ;
- espèce rare (aire de répartition restreinte à un ou quelques départements, par exemple) et/ou menacée sur l'intégralité de son aire de répartition (catégorie EN à VU sur la liste rouge régionale des espèces menacées, argumenté en fonction du contexte biogéographique local) ;

ENJEUX MODÉRÉS

- habitat naturel peu commun et/ou peu menacé (catégorie VU à NT sur la liste rouge régionale des habitats naturels et semi-naturels, argumenté en fonction du contexte biogéographique local) ;
- espèce rare dans le domaine géographique étudié mais non menacée à l'échelle de son aire de répartition globale et/ou taxon endémique non menacé et/ou espèce commune mais modérément menacée sur son aire de répartition, *i.e.* en cours de régression avérée (catégorie VU à NT sur la liste rouge régionale des espèces menacées, argumenté en fonction de sa répartition biogéographique) ;

ENJEUX FAIBLES

- habitat naturel commun et non menacé (catégorie LC sur la liste rouge régionale des habitats naturels et semi-naturels), comme les milieux très dégradés ou artificialisés par les activités humaines ;
- espèce commune et ubiquiste comme le lézard des murailles, bien que protégé au niveau national (catégorie LC sur la liste rouge régionale des espèces menacées).

Nota : L'évaluation de l'enjeu spécifique peut éventuellement être pondéré par les critères suivants : rareté locale (définie "à dire d'expert"), endémisme restreint de l'espèce, état de conservation...

4.2.4.2 Analyse des enjeux phytoécologiques

La prospection naturaliste ne s'est pas déroulée à une période optimale pour l'identification des espèces floristiques et à l'étude de la végétation de la zone d'étude (facilitée au printemps). Les enjeux phytoécologiques présentés ici sont donc provisoires et susceptibles d'évoluer avec la mise en œuvre d'inventaires complémentaires, si nécessaires.

■ Enjeux liés aux espèces floristiques

22 espèces végétales ont été identifiées sur le site d'étude :

<i>Acer campestre</i> L.	<i>Populus cf. nigra</i> L.
<i>Alnus glutinosa</i> (L.) Gaertn.	<i>Potentilla reptans</i> L.
<i>Amaranthus gr. hybridus</i> L.	<i>Ranunculus cf. repens</i> L.
<i>Crataegus monogyna</i> Jacq.	<i>Rosa canina</i> L.
<i>Dipsacus fullonum</i> L.	<i>Rubus</i> sp.
<i>Galium cf. album</i> Mill.	<i>Rumex acetosa</i> L.
<i>Galium aparine</i> L.	<i>Stellaria media</i> (L.) Vill.
<i>Geranium</i> sp.	<i>Trifolium pratense</i> L.
<i>Hedera helix</i> L.	<i>Urtica dioica</i> L.
<i>Lonicera</i> sp.	<i>Veronica persica</i> Poir.
<i>Plantago lanceolata</i> L.	<i>Vicia</i> sp.

En l'état actuel des inventaires, aucune espèce floristique protégée et/ou à enjeu de conservation n'a été mise en évidence dans la cadre de ce pré-diagnostic. Les espèces rencontrées sont toutes communes à l'échelle du territoire biogéographique.

Les espèces de plantes vasculaires, présentées dans le tableau suivant, correspondent aux espèces à enjeu de conservation et/ou protégées potentiellement présentes sur le site d'étude et sa périphérie proche.

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
<i>Espèces à enjeu de conservation (non protégées) recensées en 2020</i>	
–	–
<i>Espèces à enjeu de conservation (non protégées) pressenties</i>	
–	–
<i>Espèces protégées recensées en 2020</i>	
–	–
<i>Espèces protégées pressenties</i>	
Gagée des champs (<i>Gagea villosa</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (sur le projet)

Tableau 1 : Espèces floristiques à enjeu de conservation et réglementées potentielles sur le site de projet

■ Enjeux liés aux habitats naturels et semi-naturels

Au sein de l'emprise du projet et sa périphérie proche, la diversité des habitats naturels et semi-naturels est relativement faible. Au sein du périmètre de projet, 6 formations végétales ont été identifiées.

Le tableau suivant synthétise le niveau d'enjeu phytoécologique des habitats caractérisés.

Intitulé de l'habitat	Code Corine	Code EUR28	Liste rouge	Zone humide	Niveau d'enjeu
Aulnaie	44.9	2180	NT	H	MODÉRÉ
Prairie de fauche améliorée	81.1	-	LC	-	FAIBLE
Mare forestière sans végétation	22	-	LC	H	FAIBLE
Friche mésophile	87.1	-	LC	<i>p</i>	FAIBLE
Fruticée	31.8	-	LC	-	FAIBLE
Jardin potager	85.32	-	LC	-	FAIBLE
Surface sans végétation	86	-	-	-	NUL

Légende :

- **COR** : code CORINE Biotopes.

- **EUR 28** : code EUR 28 (habitats naturels d'intérêt communautaire, *i.e.* nécessitant une protection stricte en Europe).

- **LR_{Rég.}** : Liste rouge des végétations de Rhône-Alpes (CBNA, 2016).

- **Zone humide** : H (humide) / *p* (pro parte) / - (non humide) selon l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

Tableau 2 : Habitats naturels et semi-naturels caractérisés sur le site de projet

ILLUSTRATIONS DES HABITATS NATURELS ET SEMI-NATURELS



Aperçu de l'aulnaie



Aperçu de la mare forestière sans végétation



Aperçu de la prairie de fauche améliorée



Aperçu des fruticées



Aperçu de la friche mésophile



Aperçu du jardin potager

4.2.4.3 Analyse des enjeux faunistiques

Le pré-diagnostic écologique favorise une approche globale de l'emprise du site d'étude. La liste des espèces faunistiques ne peut être considérée comme exhaustive.

Par conséquent, les enjeux faunistiques, identifiés par cette visite de terrain, sont provisoires et susceptibles d'évoluer en cas de prospections complémentaires.

Au regard de leur(s) habitat(s) potentiels, les espèces faunistiques à enjeu, potentiellement présentes sur le site étudié, ont été renseignées.

■ Enjeux liés aux Mammifères (hors Chiroptères)

2 espèces ont été identifiées sur le site d'étude :

Lièvre d'Europe (*Lepus europaeus*)

Taupe d'Europe (*Talpa europaea*)

Le tableau suivant synthétise les espèces potentielles, protégées et/ou à enjeu de conservation, susceptibles de fréquenter le site d'étude.

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
<i>Espèces à enjeu de conservation (non protégées) recensées en 2020</i>	
–	–
<i>Espèces à enjeu de conservation pressenties</i>	
–	–
<i>Espèces protégées (à faible enjeu) recensées en 2020</i>	
–	–
<i>Espèces protégées (à faible enjeu) pressenties</i>	
Hérisson d'Europe (<i>Erinaceus europaeus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (déplacement)

Tableau 3 : Espèces de mammifères terrestres à enjeu de conservation et réglementées potentielles sur le site de projet

Parmi les mammifères terrestres recensés sur le site d'étude, aucun taxon ne possède d'enjeu de conservation significatif à l'échelle régionale, ni de statut réglementaire.

Au regard des données bibliographiques disponibles (INPN et Faune-Rhône, Décembre 2020), croisées à l'intérêt fonctionnel du site d'étude pour le cycle biologique des mammifères, 1 espèce protégée à l'échelle nationale (protection de l'individu et de son habitat), à faible enjeu de conservation, est susceptible de fréquenter la zone d'étude : le **hérisson d'Europe**.

■ Enjeux liés aux Chiroptères (chauves-souris)

Aucune détection acoustique n'a été réalisée. Les espèces de chauves-souris, présentées dans le tableau suivant correspondent aux mammifères volants potentiellement présents sur les lisières boisées du site d'étude.

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
<i>Espèces (protégées) à enjeu de conservation pressenties</i>	
Barbastelle d'Europe (<i>Barbastella barbastellus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (chasse)
Grand Rhinolophe (<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (chasse)
Grand Murin (<i>Myotis myotis</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (chasse)
Petit Rhinolophe (<i>Rhinolophus hipposideros</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (déplacement)
Murin à oreilles échancrées (<i>Myotis emarginatus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (déplacement)
Noctule de Leisler (<i>Nyctalus leisleri</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (chasse)
<i>Espèces protégées (à faible enjeu) pressenties</i>	
Murin de Daubenton (<i>Myotis daubentonii</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (déplacement)
Murin de Natterer (<i>Myotis nattereri</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (déplacement)
Oreillard gris (<i>Plecotus austriacus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (déplacement)
Pipistrelle commune (<i>Pipistrellus pipistrellus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (chasse)
Pipistrelle de Kuhl (<i>Pipistrellus kuhlii</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (chasse)

Tableau 4 : Espèces de chiroptères à enjeu de conservation et réglementées potentielles sur le site de projet

Parmi les chiroptères pressentis sur le site d'étude, 11 espèces toutes protégées à l'échelle nationale (protection de l'individu et de son habitat), sont susceptibles de fréquenter le site, pour leurs déplacements et leurs activités de chasse uniquement. Au sein de ce cortège, 6 espèces possèdent un enjeu de conservation significatif à l'échelle régionale : **la barbastelle d'Europe**, le **grand murin**, le **grand rhinolophe**, le **petit rhinolophe**, le **murin à oreilles échancrées** et la **noctule de Leisler**.

Les lisières boisées du site n'offrent aucun gîte pour les espèces citées, en l'absence de conditions favorables au refuge des chauves-souris (aucun arbre à cavités, loge de pic, décollement d'écorce, ou à forte densité de lierre...).

■ Enjeux liés aux Oiseaux

La période de la visite de terrain était peu propice à l'étude de ce groupe (facilitée au printemps). Elle n'a donc permis de recenser que les espèces sédentaires, ainsi que les espèces en période d'hivernage, hors période de reproduction.

11 espèces ont été identifiées sur le site d'étude :

Accenteur mouchet (<i>Prunella modularis</i>)	Pigeon biset domestique (<i>Columbia livia</i> f. <i>domestica</i>)
Choucas des tours (<i>Corvus monedula</i>)	Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>)
Corneille noire (<i>Corvus corone</i>)	Rougegorge familial (<i>Erithacus rubecula</i>)
Grive draine (<i>Turdus viscivorus</i>)	Tarin des aulnes (<i>Spinus spinus</i>)
Merle noir (<i>Turdus merula</i>)	Troglodyte mignon (<i>Troglodytes troglodytes</i>)
Mésange bleue (<i>Cyanistes caeruleus</i>)	

Le tableau suivant synthétise les espèces recensées sur le site d'étude, ainsi que les espèces protégées et/ou à enjeu de conservation potentielles susceptibles de le fréquenter.

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
Espèces à enjeu de conservation recensées en 2020	
—	—
Espèces à enjeu de conservation pressenties	
Alouette des champs (<i>Alauda arvensis</i>)	Potentialités de présence modérées (nidification)
Alouette lulu (<i>Lullula arborea</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (nidification)
Bruant proyer (<i>Emberiza calandra</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (nidification)
Chevêche d'Athéna (<i>Athena noctua</i>) ^{PN}	Potentialités de présence fortes (chasse)
Fauvette grissette (<i>Sylvia communis</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (nidification)
Hirondelle rustique (<i>Hirundo rustica</i>) ^{PN}	Potentialités de présence fortes (chasse)
Moineau friquet (<i>Passer montanus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (nidification)
Espèces protégées (à faible enjeu) recensées en 2020	
Accenteur mouchet (<i>Prunella modularis</i>) ^{PN}	Biotope d'espèce localisé hors site de projet
Choucas des tours (<i>Corvus monedula</i>) ^{PN}	Biotope d'espèce localisé hors site de projet
Corneille noire (<i>Corvus corone</i>) ^{PN}	Biotope d'espèce localisé hors site de projet
Mésange bleue (<i>Cyanistes caeruleus</i>) ^{PN}	Biotope d'espèce localisé hors site de projet
Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>) ^{PN}	Biotope d'espèce localisé hors site de projet
Espèces protégées (à faible enjeu) recensées en 2020	
Rougegorge familial (<i>Erithacus rubecula</i>) ^{PN}	Biotope d'espèce localisé sur le site de projet

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
Tarin des aulnes (<i>Spinus spinus</i>) ^{PN}	Biotope d'espèce localisé hors site de projet
Troglodyte mignon (<i>Troglodytes troglodytes</i>) ^{PN}	Biotope d'espèce localisé sur le site de projet

Tableau 5 : Espèces d'oiseaux à enjeu de conservation et réglementées, recensées et potentielles sur le site de projet

Parmi les oiseaux recensés sur le site d'étude, 8 espèces sont protégées à l'échelle nationale (protection de l'individu et de son habitat). Néanmoins, aucune de ces espèces ne possède d'enjeu de conservation significatif à l'échelle régionale.

Au regard des données bibliographiques disponibles (INPN et Faune-Rhône, Décembre 2020), croisées à l'intérêt fonctionnel du site d'étude pour le cycle biologique des oiseaux, 7 espèces à enjeu de conservation significatif à l'échelle régionale sont susceptibles de le fréquenter, notamment pour s'y alimenter (la **chevêche d'Athéna** et l'**hirondelle rustique**), voire pour y nicher (l'**alouette des champs**, l'**alouette lulu**, le **bruant proyer**, la **fauvette grisette** et le **moineau friquet**).

■ Enjeux liés aux Amphibiens

La période de passage sur le terrain était peu propice à l'étude de ce groupe (facilitée au début de printemps), les amphibiens étant des animaux précoces pour lesquels un seul passage ne peut établir un inventaire exhaustif.

De fait, aucune espèce n'a été recensée lors des inventaires. En parallèle, la mare forestière, présente au nord-ouest du site d'étude, a été identifiée comme un site potentiel pour la reproduction des amphibiens. Le site d'étude est également susceptible d'accueillir des animaux en déplacement et en phase terrestre (refuge).

Le tableau suivant synthétise les espèces d'amphibiens potentielles, protégées et/ou à enjeu de conservation, susceptibles de fréquenter le site.

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
Espèces à enjeu de conservation recensées en 2020	
–	–
Espèces à enjeu de conservation pressenties	
–	–
Espèces protégées (à faible enjeu) recensées en 2020	
–	–
Espèces protégées (à faible enjeu) pressenties	
Crapaud commun/épineux (<i>Bufo bufo/spinosus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (reproduction)
Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (erratisme)

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
Espèces à enjeu de conservation recensées en 2020	
Grenouille rieuse (<i>Pelophylax ridibundus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (reproduction)
Triton alpestre (<i>Ichthyosaura alpestris</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (reproduction)
Triton crêté (<i>Triturus cristatus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (erratisme)
Triton palmé (<i>Lissotriton helveticus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (erratisme)

Tableau 6 : Espèces d'amphibiens à enjeu de conservation et réglementées, potentielles sur le site de projet

Au regard des données bibliographiques disponibles (INPN et Faune-Rhône, Décembre 2020), croisées à l'intérêt fonctionnel du site d'étude pour le cycle biologique des amphibiens, 6 espèces protégées à l'échelle nationale (protection de l'individu et de son habitat, sauf la grenouille agile et le triton crêté protégés au titre de l'individu uniquement), dont 1 espèce à enjeu de conservation significatif à l'échelle régionale (le **triton crêté**), sont susceptibles de le fréquenter.

■ Enjeux liés aux Reptiles

La période de la visite de terrain était peu propice à l'étude de ce groupe (facilitée au printemps et en fin d'été), les reptiles étant des animaux discrets pour lesquels un passage effectué hors période de reproduction ne peut établir un inventaire exhaustif.

De fait, aucune espèce n'a été recensée lors des inventaires. Néanmoins, le site d'étude est susceptible d'accueillir des animaux en déplacement et en recherche alimentaire.

Le tableau suivant synthétise les espèces protégées et/ou à enjeu de conservation potentielles susceptibles de fréquenter le site.

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
Espèces à enjeu de conservation recensées en 2020	
—	—
Espèces à enjeu de conservation pressenties	
—	—
Espèces protégées (à faible enjeu) recensées en 2020	
—	—
Espèces protégées (à faible enjeu) pressenties	
Couleuvre verte-et-jaune (<i>Hierophis viridiflavus</i>) ^{PN}	Potentialités de présence fortes (déplacement, alim.)
Lézard à deux raies (<i>Lacerta bilineata</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (déplacement, alim.)

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
Espèces à enjeu de conservation recensées en 2020	
Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>) ^{PN}	Potentialités de présence fortes (déplacement, alim.)

Tableau 7 : Espèces de reptiles à enjeu de conservation et réglementées, recensées et potentielles sur le site de projet

Au regard des données bibliographiques disponibles (INPN et Faune-Rhône, Décembre 2020), croisées à l'intérêt fonctionnel du site d'étude pour le cycle biologique des reptiles, 3 espèces protégées à l'échelle nationale (protection de l'individu et de son habitat), à faible enjeu de conservation, sont susceptibles de fréquenter le site, notamment lors des phases de reproduction et d'estivage (refuge) : la couleuvre verte-et-jaune, le lézard à deux raies et le lézard des murailles.

■ Enjeux liés aux Invertébrés (Insectes)

La période de la visite de terrain était peu propice à l'étude de ce groupe (facilitée au printemps et en été), les insectes étant des animaux dont les populations peuvent varier en fonction des conditions météorologiques et pour lesquels un passage effectué hors période de reproduction ne peut établir un inventaire exhaustif.

De fait, aucune espèce n'a été recensée lors des inventaires. Néanmoins, le site d'étude est susceptible d'accueillir des insectes en déplacement, en recherche alimentaire et en reproduction.

ZONE D'ÉTUDE	EMPRISE DU PROJET
Espèces à enjeu de conservation recensées en 2020	
–	–
Espèces à enjeu de conservation pressenties	
Hespérie du brome (<i>Carterocephalus palaemon</i>)	Potentialités de présence faibles (erratisme)
Piérie de l'ibéride (<i>Pieris mannii</i>)	Potentialités de présence faibles (erratisme)
Espèces protégées recensées en 2020	
–	–
Espèces protégées pressenties	
Azuré du serpolet (<i>Phengaris arion</i>) ^{PN}	Potentialités de présence faibles (erratisme)
Laineuse du prunellier (<i>Eriogaster catax</i>) ^{PN}	Potentialités de présence modérées (repro.)

Tableau 8 : Espèces d'invertébrés à enjeu de conservation et réglementées, potentielles sur le site de projet

Au regard des données bibliographiques disponibles (INPN et Faune-Rhône, Décembre 2020), croisées à l'intérêt fonctionnel du site d'étude pour le cycle biologique des insectes, 4 espèces à enjeu de conservation significatif à l'échelle régionale, dont 2 espèces protégées à l'échelle nationale, sont susceptibles de fréquenter le site.

4.2.4.4 Synthèse des enjeux écologiques avérés et potentiels

En fonction des résultats analysés lors de la visite effectuée le 14 décembre 2020, le **niveau global des enjeux écologiques** est jugé globalement modéré sur le site d'étude, au regard des espèces floristiques et faunistiques recensées et pressenties.

■ Enjeux écologiques avérés

Suite aux inventaires naturalistes effectués, il s'avère que la zone d'étude possède des enjeux écologiques significatifs, au regard des habitats naturels recensés actuellement : 1 habitat à enjeu de conservation modéré, l'**aulnaie** localisée au nord-ouest du site d'étude.

■ Enjeux écologiques potentiels

En parallèle, au regard des potentialités biologiques pressenties, le site d'étude semble favorable au développement de plusieurs espèces floristiques et faunistiques à enjeu de conservation et/ou protégées.

En effet, suite à l'analyse de la bibliographie et de notre interprétation des habitats naturels et semi-naturels, le site d'étude possède des enjeux écologiques potentiels importants, justifiée par la présence potentielle des espèces à enjeu de conservation suivantes :

- la flore : la **gagée des champs (*Gagea villosa*)** modérément potentielle en bordure de prairie et de friche ;
- les chauves-souris (chasse et déplacements) : la **barbastelle d'Europe**, le **grand murin**, le **grand rhinolophe** et la **noctule de Leisler** modérément potentiels ; le **murin à oreilles échancrées** et le **petit rhinolophe** faiblement potentiels ;
- les oiseaux : l'**alouette des champs** et la **fauvette grisette** modérément potentielles en reproduction dans la prairie de fauche et les fruticées respectivement ; l'**alouette lulu**, le **bruant proyer** et le **moineau friquet** faiblement potentiels aux abords de la prairie et dans les fruticées ; la **chevêche d'Athéna** et l'**hirondelle rustique** en recherche alimentaire ;
- les amphibiens : le **tritron crêté** faiblement potentiel aux abords de la petite mare forestière (erratisme) ;
- les insectes lépidoptères (papillons) : la **laineuse du prunellier (*Eriogaster catax*)** modérément potentielle en reproduction dans les fruticées ; l'**hespérie du brome (*Carterocephalus palaemon*)**, l'**azuré du serpolet (*Phengaris arion*)** et la **piéride de l'ibéride (*Pieris mannii*)** faiblement potentielle aux abords de la friche et de la prairie (erratisme).

4.3 Milieu humain

4.3.1 Agriculture

D'après les données du Géoportail, la zone d'étude est identifiée comme ayant des parcelles agricoles bénéficiant des aides de la Politique Agricole Commune (PAC). Selon le Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2019, il s'agit de prairies permanentes et de prairies temporaires.

4.3.2 Ambiance sonore

D'après le classement sonore des transports terrestres du département du Rhône, **la zone d'étude est concernée sur sa moitié ouest par une zone de bruit**. Il s'agit du secteur affecté par le classement de la RD338, route de catégorie 3 présentant une bande de 100

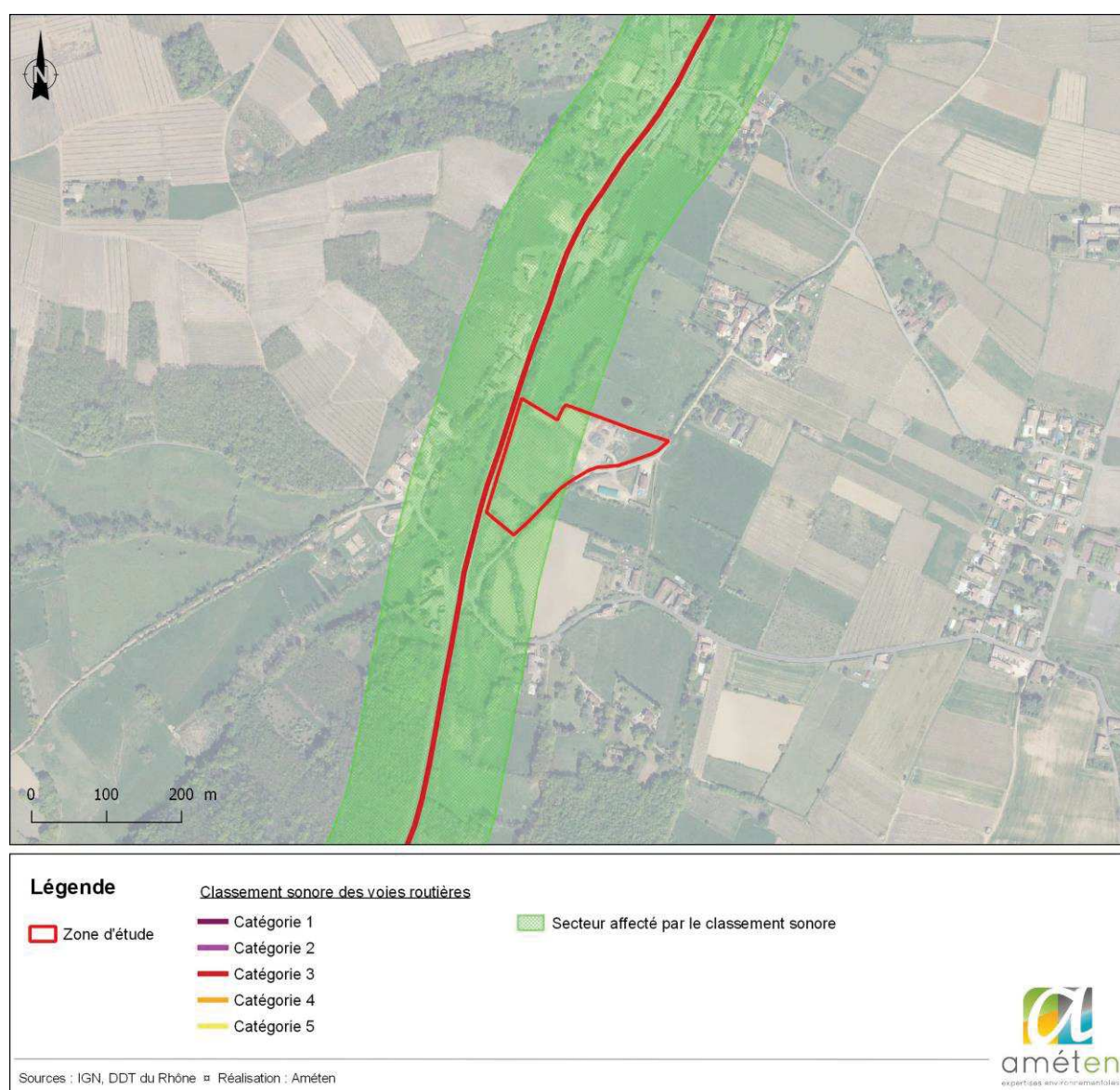


Figure 8 : Classement sonore au droit du site d'étude

Afin de prévenir de nouvelles nuisances, lors de la construction de bâtiments nouveaux à proximité des voies existantes, des prescriptions d'isolement acoustique, définies par l'arrêté du 30 mai 1996 et

l'arrêté du 23 juillet 2013, doivent être respectées par les constructeurs (maîtres d'œuvre, entreprises de construction, etc.) des bâtiments concernés (habitation, hôtel, établissement d'enseignement, établissement de soin et de santé) dans le cadre des contrats de construction. (source : Préfecture du Rhône).

4.3.3 Accessibilité et voies de communication

La zone d'étude est bordée :

- à l'ouest par la RD338 (Route de Tarare),
- à l'est par le Chemin de Champ de Cruy

La RD338 constitue un axe secondaire structurant pour le territoire, permettant la liaison entre les villes de Villefranche-sur-Saône et Tarare. D'après la carte des comptages routiers du département du Rhône de 2017, le trafic relevé sur la section comprise entre Maupas et Villefranche est de 13875 véh/j.

L'accès au site s'effectuera depuis le Chemin de Champ de Cruy, à partir d'un carrefour situé à quelques dizaines de mètres au sud au niveau de la RD338.

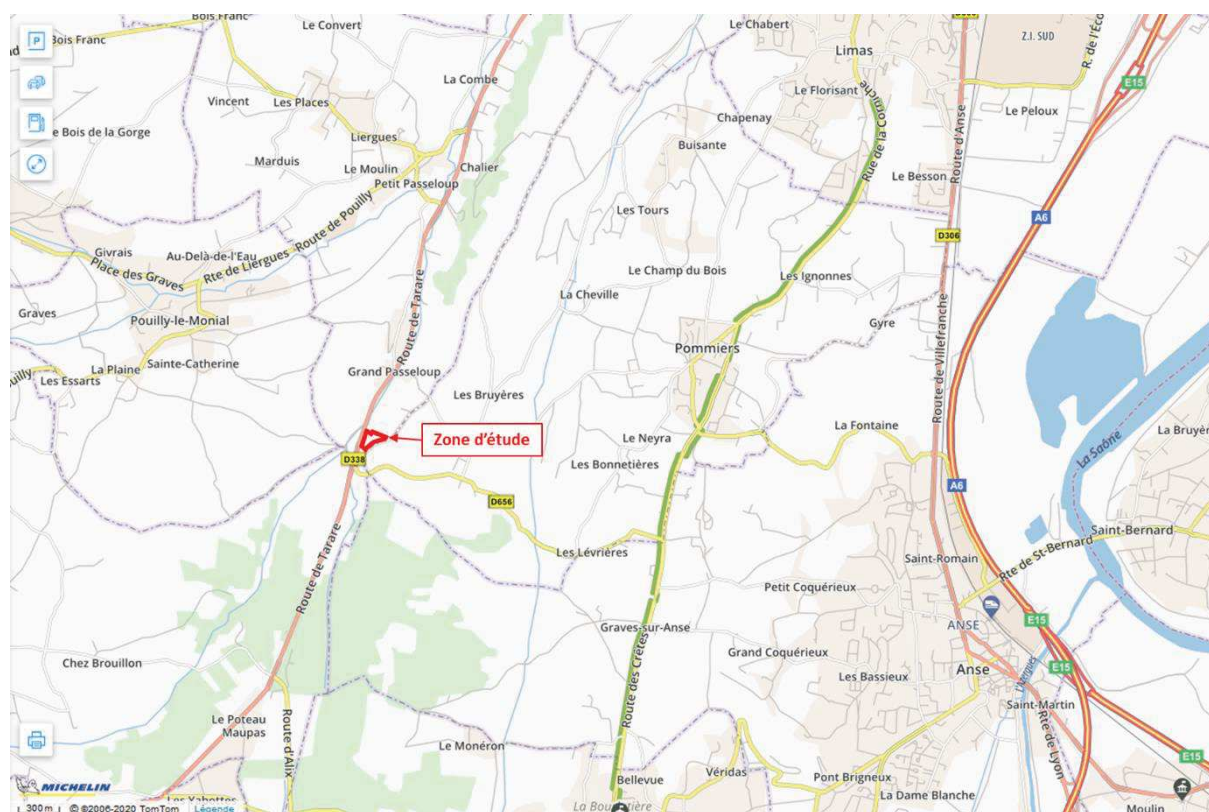


Figure 9 : Réseau routier au droit du site de projet (source : Viamichelin)

4.3.4 Risques technologiques

Le site du projet **n'est pas concerné par des risques technologiques.**

4.3.5 Zones polluées et activités potentiellement polluantes

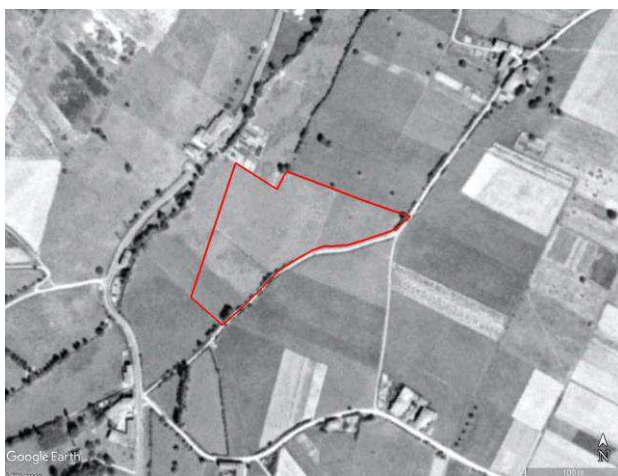
■ Bases de données BASIAS, BASOL, ICPE, SIS

L'emprise du projet n'est **pas concernée par les différentes bases de données sur les sites pollués ou activités potentiellement polluantes** (BASIAS, BASOL, ICPE, SIS).

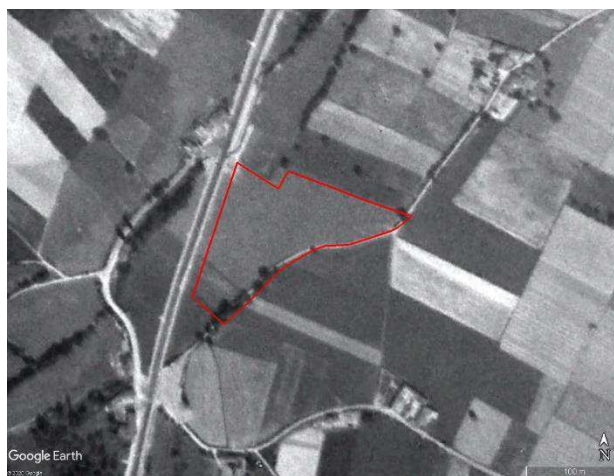
■ Analyse historique du site d'étude

Afin d'illustrer l'évolution récente du secteur au cours des dernières décennies et identifier des activités ayant potentiellement pu porter atteinte à la qualité des sols en place, les photographies aériennes ont été récupérées auprès de l'IGN et de Google Maps, entre 1946 et 2018.

1946 :



1966 :



1986 :



2008 :



2018 :



L'analyse des vues aériennes montre l'aménagement de la RD338 vers 1966 à l'ouest, alors que la totalité de zone d'étude présente un usage agricole. En 2008, sur la partie est, on observe des terrassements sur la moitié est du site. Ils correspondent à des apports de remblais du BTP, qui perdurent encore actuellement. La moitié ouest conserve quant à elle un usage agricole (prairies) jusqu'aujourd'hui.

La nature des remblais sur la moitié ouest du site est diverse et leur qualité ne peut être précisée.

4.3.6 Urbanisme

Le permis d'aménager validé par les services de l'Etat a été réalisé en 2018. Le projet s'inscrivait en zone AUx1, correspondant à une zone d'urbanisation future destinée aux activités tertiaires, artisanales, commerciales et industrielles – court terme.

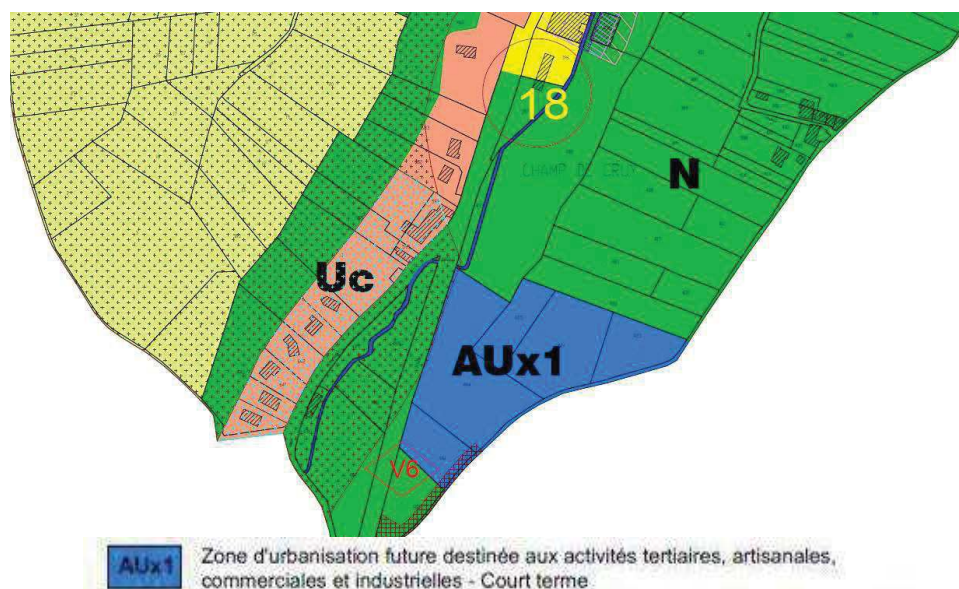


Figure 10 : Zonage du PLU en vigueur en 2018 au droit de la zone d'étude lors de la validation du permis d'aménager par les services de l'Etat

Depuis la création de la commune de Porte des Pierres Dorées, la commune déléguée de Liergues s'est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme depuis le 20/12/2018, qui classe ce secteur en zone A si la zone d'activités n'est pas réalisée.

4.4 Patrimoine et Paysage

4.4.1 Environnement paysager

Le site du projet s'inscrit dans un secteur rural, marqué par l'agriculture et de l'habitat diffus. Il est bordé à l'ouest par une route départementale (RD338) structurante pour les déplacements locaux. En périphérie, on retrouve des parcelles agricoles, ainsi qu'une habitation et un hangar.

L'exposition du tènement avec une pente orientée ouest permet une covisibilité importante depuis la RD338 et le versant opposé.

Le reportage photographique sur le site du projet et ses abords est disponible à l'annexe 3.

4.4.2 Patrimoine

D'après l'Atlas des Patrimoines du Ministère de la Culture, le projet n'est pas concerné par des prescriptions en matière de protection du patrimoine. Les protections les plus proches sont localisées à plus de 1 km environ et sont présentées sur la figure suivante.

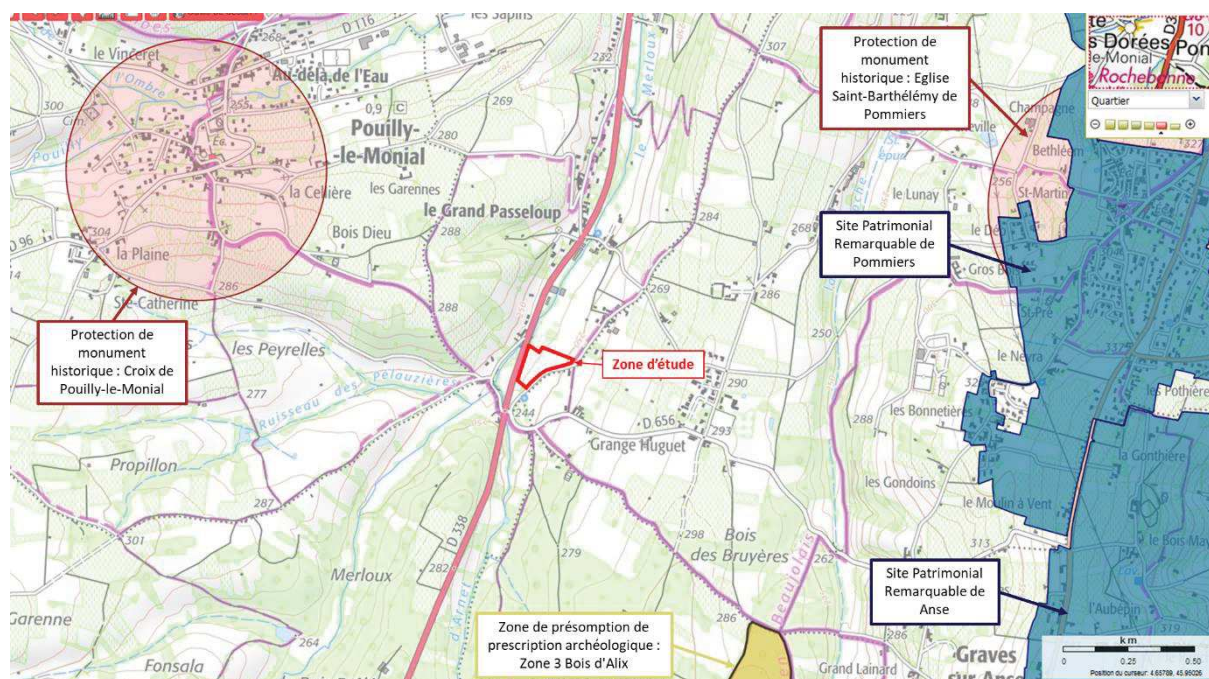


Figure 11 : Zones de protection du patrimoine

5 SYNTHÈSE DES ENJEUX DU SITE

Suite au prédiagnostic environnemental réalisé sur le site, il a été défini les enjeux évalués pour chacune des thématiques traitées. Ils sont présentés dans le tableau ci-après.

	Enjeu nul	Enjeu faible	Enjeu moyen	Enjeu fort
Topographie			X	
Géologie		X		
Eaux superficielles			X	
Eaux souterraines		X		
Risques naturels		X		
Milieux naturels			X	
Agriculture		X		
Acoustique		X		
Transports		X		
Risques technologiques	X			
Sites et sols pollués		X		
Urbanisme		X		
Paysage		X		
Patrimoine		X		

6 PERSPECTIVES DU PROJET ET PRECONISATIONS

Au regard des données du diagnostic écologique provisoire et des potentialités biologiques pressenties, le projet global est susceptible d'induire des impacts significatifs sur la zone de projet envisagée. Une série de préconisations est proposée afin de respecter la doctrine Éviter-Réduire-Compenser dans des conditions optimales, de façon à ne pas générer d'impact notable sur des espèces protégées ou à enjeu de conservation.

6.1.1 Propositions de mesures d'atténuation et de compensation

Selon le code de l'environnement, au titre de la loi L.122-3, les projets susceptibles d'engendrer des impacts potentiels sur l'environnement doivent proposer *"des mesures envisagées pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables pour l'environnement et la santé"*.

Ce chapitre propose des orientations de la doctrine ERC (éviter, réduire et compenser), afin de préserver le bon état de conservation des espèces à enjeu recensées sur le site d'étude.

Le tableau suivant synthétise les différentes mesures pour les différents groupes faunistiques et floristiques rencontrés sur la zone d'étude :

Flore	<ul style="list-style-type: none"> Aucune mesure spécifique pour ce groupe biologique
Habitats	<ul style="list-style-type: none"> Aucune mesure spécifique pour ce groupe biologique
Mammifères	<ul style="list-style-type: none"> Aucune mesure spécifique pour ce groupe biologique
Chiroptères	<ul style="list-style-type: none"> Évitement : Optimisation de l'emprise du projet dans les boisements impactés Réduction : Adaptation du calendrier écologique pour la conservation des chauves-souris Réduction : Protocole d'abattage spécifique des arbres-gîtes potentiels Compensation : Création d'un îlot de sénescence Accompagnement : Plantation d'une haie bocagère en bordure du projet Accompagnement : Pose de gîtes artificiels à chauves-souris
Oiseaux	<ul style="list-style-type: none"> Évitement : Optimisation de l'emprise du projet dans les milieux impactés Réduction : Adaptation du calendrier écologique pour la nidification des oiseaux Compensation : Plantation d'un boisement pour les oiseaux forestiers Accompagnement : Plantation d'une haie bocagère en bordure du projet
Amphibiens	<ul style="list-style-type: none"> Aucune mesure spécifique pour ce groupe biologique
Reptiles	<ul style="list-style-type: none"> Aucune mesure spécifique pour ce groupe biologique
Invertébrés	<ul style="list-style-type: none"> Aucune mesure spécifique pour ce groupe biologique

6.1.2 Perspectives de la connaissance du site

En l'état actuel du pré-diagnostic écologique, suite aux inventaires de terrain, plusieurs espèces à enjeu de conservation et/ou protégées sont jugées potentielles.

Au regard des potentialités écologiques pressenties par notre équipe, nous préconisons, pour chaque groupe d'espèce, le niveau d'inventaires suivant :

	<i>N</i>	Points de vigilance des inventaires sur le site étudié
Flore	◆	Recherche ciblée sur les espèces à enjeu et protégées
Mammifères	◆	Recherche ciblée sur les espèces à enjeu et protégées
Chiroptères	◆	Définition du niveau d'activité dans les boisements impactés + identification des axes de déplacements et des secteurs d'alimentation utilisés par les espèces à enjeu (fonctionnalités du site)
Oiseaux	◆	Recherche ciblée sur les espèces à enjeu et protégées en identifiant les secteurs de nidification et d'alimentation
Amphibiens	◆	Recherche ciblée sur les espèces à enjeu et protégées
Reptiles	◆	Recherche ciblée sur les espèces à enjeu et protégées
Invertébrés	◆	Recherche ciblée et précise des espèces potentielles à enjeu et définition de leur habitat d'espèce

<i>N</i> = Niveau de priorité des prospections	◆ Standard (Inventaire classique)	◆ Avancé (Inventaire précis)	◆ Spécifique (Expertise obligatoire)
--	---	--	--